

# L'OBSERVATOIRE TECHNICO-ECONOMIQUE DES SYSTEMES BOVINS LAITIERS

**ÉDITION 2025**  
Exercice comptable 2023



DOSSIER  
**Monotraite : moins  
d'astreinte pour autant de  
revenu**

# GLOSSAIRE

- **Annuités** : part annuel de remboursement du capital + frais financiers LMT de l'année
- **Autonomie en concentrés** = Quantité de concentrés intraconsommés / Quantité de concentrés consommés
- **Autonomie surfacique** = Surface alimentaire / Empreinte alimentaire
- **Capital d'exploitation** = Actif du bilan - Foncier
- **Charges liées à l'outil de production** = Amortissements + Frais Financiers + Fermages + Impôts et Taxes
- **Charges liées à la production** = Consommations de biens et services
- **Coût alimentaire troupeau** = Coût fourrages + Coût cultures intraconsommées + Achats fourrages et aliments + Travaux tiers aliments
- **Coût cultures** = Charges opérationnelles cultures (semences, engrains et amendements, traitements, travaux tiers récolte et semis)
- **Coût mécanique** = Travaux tiers + Carburants + Achats et entretiens sur matériel roulant + Locations matériel + Amortissements des matériels roulants
- **EQF** : Equivalent litre fuel. 1 MJ = 0,028 EQF
- **Empreinte alimentaire** = Surface alimentaire + Surface extérieure nécessaire à la production des aliments et fourrages achetés
- **Excédent Brut d'Exploitation (EBE)** = Valeur Ajoutée + Aides - Fermages - Impôts et Taxes - Main d'œuvre
- **GES** : Gaz à Effet de Serre
- **GNR** : Gazole Non Routier
- **IFT** : Indicateur de fréquence de traitements phytosanitaires
- **Immobilisations** : biens destinés à servir de façon durable pour l'activité de l'entreprise
- **Lprod/VL** : Litres produits par vache laitière
- **Main d'œuvre (hors rémunération des associés)** : Salaires & cotisations sociales salariés, MSA exploitants
- **MJ** : Mégajoule
- **MS** : Matière sèche
- **Produit d'activité** = Production nette vendue et autoconsommée par le foyer + Variations de stocks
- **Résultat Courant** = Valeur Ajoutée + Aides + Produit financiers - Charges liées à l'outil de production - Main d'œuvre
- **Résultat Social** = Valeur Ajoutée + Aides + Produit financiers - Charges liées à l'outil de production
- **Revenu Disponible** = EBE - Annuités - Frais Financiers court terme.
- **SAU** : Surface agricole utile
- **SFP** : Surface fourragère principale
- **Surface alimentaire** = Surfaces intraconsommées de fourrages et de cultures de vente
- **Taux de spécialisation lait** = 1 - Produit de productions secondaires / Produit d'activité avec productions secondaires
- **TMB** : Tonne de Matière Brute
- **UGB** : Unité Gros Bovin
- **UTH** : Unité de Travail Humain /
- **UTHF** : Unité de Travail Humain Familial = associé (non salarié)
- **Valeur ajoutée (hors aides et fermages)** = Produit d'activité - Consommations de biens et services
- **VL** : Vache laitière

## Méthodologie :

. Cette étude se base uniquement sur des données comptables, avec les biais que cela comporte.  
. Tous les ratios présentés sont calculés par une moyenne des ratios de chaque ferme et non par un ratio des moyennes.  
Ex : moy (SAU / UTH) et non moy (SAU) / moy (UTH) qui sont mathématiquement deux choses différentes.

## Échantillons

### La ferme laitière RICA Grand Ouest

. Réseau d'information comptable agricole du Ministère de l'Agriculture qui alimente les informations statistiques type Agreste . OTEX 45 Bovin lait . Échantillon ciblé de 236 fermes (90 de Bretagne, 62 des Pays de la Loire, 84 de Normandie) représentatif de 15 156 fermes.

## Échantillons

### La ferme laitière AD Grand Ouest

. Bovin Lait spécialisé (OTEX 45 ; Taux de spécialisation<sup>1</sup> > 80%) . 155 fermes (98 de Bretagne, 42 des Pays de la Loire, 15 de Normandie) dont 27 AD non bio, 128 AD bio . Fermes herbagères <20% maïs dans la SFP

## Etude réalisée grâce au travail des agriculteurs·rices et des groupes partenaires :

Réseau des Civam Normands, CEDAPA, ADAGE 35, CIVAM AD 53, CIVAM AD 72, CIVAM BIO 53, CIVAM 44, GRAPEA, CIVAM AD 56.

---

« Ce qu'il reste de l'élevage laitier hexagonal semble prendre le chemin d'une binarisation avec d'un côté, une majeure partie pour produire toujours plus de volumes sans (trop) se soucier de l'entropie (désordre et perte d'efficacité du système) induite et des conséquences préjudiciables sur la santé (dépendances aux intrants émissifs, surfaces exogènes, dégradations des sols, de l'eau, de l'air, des haies, de la biodiversité ordinaire, etc.) et ce à facteur humain identique ; et de l'autre une minorité tentant de mettre les priorités sur des combinaisons interdisciplinaires basées sur le respect des milieux et des cycles naturels. Vision réductrice et simpliste me direz-vous ! Sans doute, pourtant à écouter, à lire, à échanger largement avec de nombreux acteurs de cette filière, il semblerait que nous vivions un tournant et que nous soyons bien, pour certains, sur un effet cliquet où les paliers franchis des moyens de production (surfaces, animaux, immobilisations, capitaux financiers...) soient difficilement réversibles et compatibles avec les obligations de « **produire mieux avec moins** » pour une meilleure santé !

Cet observatoire laisse toutefois matière à réflexion pour entrevoir que la voie de la tempérance ne soit pas si dénuée de sens... »



Mickaël Lepage, éleveur en Mayenne (53), et membre du réseau des Civam.

---

# INTRODUCTION



L'observatoire technico-économique de Réseau Civam compare, chaque année, les résultats technico-économiques des fermes laitières en Agriculture Durable (AD) avec ceux des fermes du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA). L'ensemble de ces fermes est situé dans le Grand Ouest (Bretagne, Normandie et Pays de la Loire). Les fermes « AD » reposent sur des systèmes de production autonomes et économies en intrants basés sur le pâturage.

## À qui est destinée cette étude ?

Cette étude s'adresse aux agriculteurs·rices et futur·es agriculteurs·rices, en leur fournissant des repères concrets pour se situer et fixer des objectifs adaptés à leur contexte. Elle est aussi utile aux accompagnateurs·rices et aux élu·es du territoire, en apportant des références chiffrées pour animer et mener des réflexions sur le développement de la filière laitière dans les territoires.

## Dans quel contexte s'inscrit la synthèse 2023 ?

En dix ans, le nombre de fermes laitières a chuté de 33%<sup>1</sup>, tandis que le volume de lait produit a augmenté de 5%, notamment dans le Grand Ouest. Cette intensification repose sur une augmentation moyenne de 20 vaches par ferme en France (+ 24 en Bretagne et Pays de la Loire, + 28 en Normandie) et sur une mécanisation croissante, avec des surfaces plus grandes et souvent plus éloignées.

Ce modèle, fondé sur la recherche de productivité et l'agrandissement (+ 10 ha/UTH de SAU, + 120 000 € de capital d'exploitation, chiffres issus du RICA), s'est développé au prix d'une pression accrue sur les travailleurs·euses, alors même que le nombre d'éleveurs·euses a diminué de 26% sur la période. Le cheptel total de vaches en France diminue plus lentement avec une baisse de seulement 6 %<sup>2</sup>. On observe donc une importante augmentation de la productivité du travail avec une moyenne de 24 VL/UTH en 2010 qui passe à 31 VL/UTH en 2020. Concernant le volume de lait produit, il passe de 199 777 L/UTH à 305 179 L/UTH soit 53% de plus.

Dans le même temps, la forte dynamique de production dans le Grand Ouest s'appuie aussi sur des intrants importés, notamment des concentrés contenant du soja issu de filières internationales, ce qui soulève des interrogations sur la cohérence écologique et territoriale du système.

En 2023, malgré une légère hausse du prix du lait, l'inflation a pesé lourdement sur les fermes, avec une augmentation marquée des charges et une baisse du revenu courant par associé·e. **Dans ce contexte, la question du travail et de l'attractivité du métier devient centrale : comment maintenir une production sans épuiser les humains qui la portent ?** Certaines pratiques, comme la monotraite, pourraient offrir des leviers pour réduire l'astreinte sans compromettre le revenu. Car il n'y a pas de lait sans paysan·ne, et c'est bien autour d'un modèle familial, ancré dans les territoires, que se joue l'avenir du système laitier.

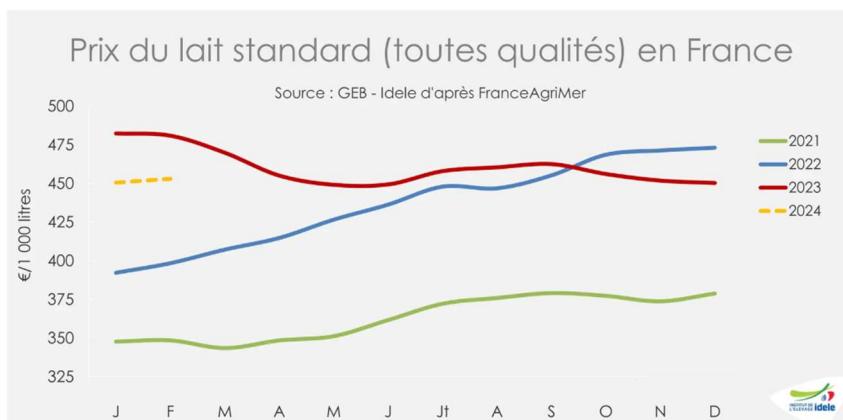
<sup>1</sup> Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Les exploitations bovines laitières en France métropolitaine en 2020, Les Dossiers Agreste, nov. 2023, n°4.

<sup>2</sup> Benoit Rubin, IDELE, Conférence (SPACE 2022), Prospectives et regards croisés sur le devenir du lait dans le Grand Ouest

# LA FERME EN AGRICULTURE DURABLE COMPARÉE À LA FERME LAITIÈRE MOYENNE DU GRAND-OUEST

En 2023, le début du printemps a été marqué par des conditions froides et peu poussantes, avec une absence de pluie en février. Dans un contexte de stocks très faibles après la sécheresse de 2022, de nombreux éleveurs et éleveuses ont dû acheter du fourrage par anticipation. Heureusement, la fin du printemps a été favorable à la pousse de l'herbe, permettant de reconstituer les stocks. L'automne a également été porteur, avec une bonne pousse en septembre et octobre. En revanche, les fortes pluies à partir de fin octobre ont compliqué les semis d'automne et le pâturage sur la fin de l'année.

Le prix du lait est plus élevé qu'en 2022 de 1,7 %. Cette moyenne ne reflète pas les variations mensuelles importantes. L'année a démarré avec un prix supérieur à 475 €/1000 litres, soit près de 100 € de plus qu'en janvier 2022 (cf. graphique ci-dessous). Mais ce niveau élevé n'a pas duré : le prix a rapidement diminué au printemps, pour descendre à environ 450 €/1000 litres, un niveau inférieur à celui observé à l'automne 2022. Cette évolution illustre les fluctuations saisonnières du marché, influencées par la collecte et les conditions économiques. En parallèle, l'inflation s'est élevée à 4,9 % en 2023, dont 2,2 % sur les aliments (source INSEE). Ainsi, l'augmentation du prix du lait ne compense pas l'inflation.



Source : [idele.fr](https://idele.fr)

## LES ÉCHANTILLONS

Les différents résultats économiques sont rapportés à l'actif dans le but de comparer des fermes de taille différente mais également pour mettre en avant l'efficacité du travail sur les fermes. Le prix du lait étant plus élevé pour les systèmes en agriculture biologique, les principales comparaisons économiques mises en avant par la suite seront focalisées sur les échantillons RICA et AD non bio.

Prix lait / 1000 L	RICA*	AD non bio	AD bio
2023	477 €	483 €	505 €

\*RQ : Le RICA ayant pour objectif de représenter l'agriculture moyenne française, il inclut également des fermes en Agriculture Biologique. En 2023, la SAU bio représentait : 6,9 % en Normandie, 12 % en Pays de la Loire et 9,4 % en Bretagne (source : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire)



Crédits : Adage 35

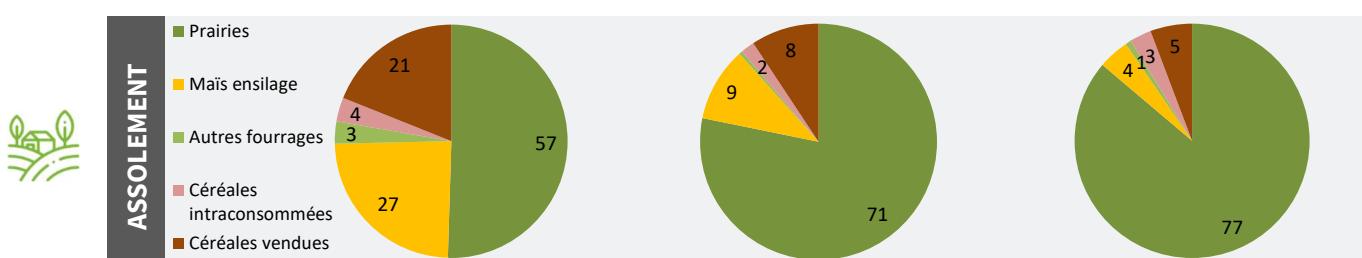
## UNE FERME AD PLUS PETITE ...

Les moyens de production mobilisés dans les fermes AD sont moins importants que ceux des fermes RICA. Les fermes AD consacrent une part plus importante de leur SAU à l'alimentation du troupeau (+ 10 % en moyenne par rapport au RICA) avec notamment un assolement nettement plus herbager (+ 49 % de prairies dans la SAU par rapport au RICA).

### ZOOM SUR LA FERME AD NON BIO

- 19 % de terres à gérer
- 24 % de matériels et bâtiments à manipuler et entretenir
- 26 % d'animaux à élever

LA FERME	RICA	AD non bio	AD bio
	2,1 UTH SAU : 112 ha Capital : 712 869 € 84 Vaches, 139 UGB	2,1 UTH SAU : 91 ha Capital : 542 937 € 72 Vaches, 103 UGB	2,0 UTH SAU : 89 ha Capital : 436 364 € 66 Vaches, 89 UGB



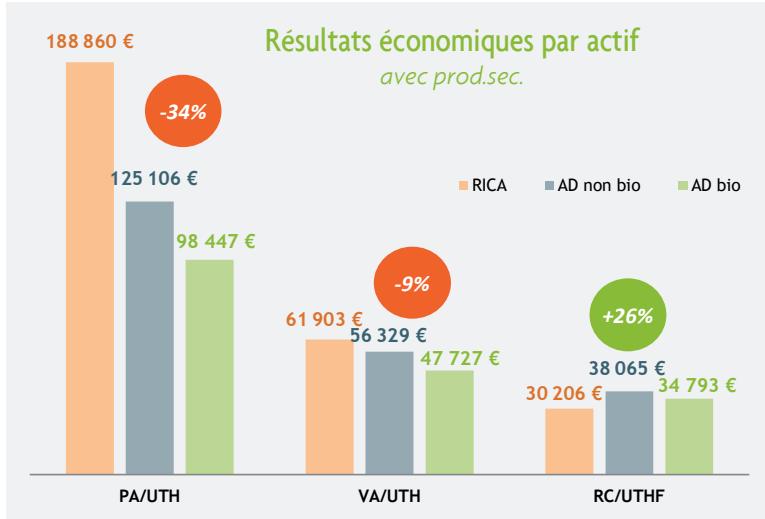
ALIM	RICA	AD non bio	AD bio
	Maïs dans la SFP : 34 % Chargement UGB / ha SFP : 1,7 Ares d'herbe / UGB : 45 Surface alimentaire / SAU : 83 %	Maïs dans la SFP : 12 % Chargement UGB / ha SFP : 1,3 Ares d'herbe / UGB : 71 Surface alimentaire / SAU : 91 %	Maïs dans la SFP : 4 % Chargement UGB / ha SFP : 1,1 Ares d'herbe / UGB : 88 Surface alimentaire / SAU : 96 %

## ...AVEC MOINS DE PRODUITS, MAIS QUI DÉGAGE PLUS DE RÉSULTATS !

Avec une production laitière plus faible (moins 196 772 L) et 13 ha de cultures vendues en moins, le produit d'activité (PA)<sup>1</sup> par actif (UTH) des fermes AD non bio est inférieur de 34 % par rapport à la moyenne des fermes RICA. Pour autant, cet écart se réduit à 9 % lorsque l'on s'intéresse à la valeur ajoutée (VA) par actif. La valeur ajoutée est la différence entre les produits des activités et les biens et services consommés pour ces productions : elle représente la richesse créée par le système.

PRODUCTION	RICA	AD non bio	AD bio
	612 237 L prod 7 102 Lprod/VL	415 466 L prod 5 753 Lprod/VL	304 555 L prod 4 587 Lprod/VL

<sup>1</sup> Tous les acronymes et sigles sont référencés dans le glossaire



### LA FERME AD NON BIO



- 196 772 L de lait produit



- 63 754 € / UTH de produit d'activité  
- 107 862 € / UTHF de charges totales



Au final, c'est 8 000 €  
de revenu par associé en plus !



\* Les salaires et cotisations sociales des salariés ayant été soustraits aux produits pour le calcul du résultat courant, c'est pour cela qu'il est calculé par UTH associé et non sur les UTH totaux, voir le glossaire pour plus de détails de calcul

Les fermes AD consomment donc moins pour produire. Cette efficacité économique se mesure par le rapport entre la valeur ajoutée et le produit d'activité. Pour 100 € de produits, la ferme RICA moyenne dégage 32 € de richesse (soit un ratio de 32 %) contre 44 € pour les fermes AD non bio, soit 37 % de plus.

	RICA	AD non bio	AD non bio %RICA	AD bio	AD bio %RICA
Efficacité économique VA / PA	32 %	44 %	+ 37 %	48 %	+ 50 %

Quand on s'intéresse au Résultat Courant (RC), c'est-à-dire ce qu'il reste quand on a soustrait l'ensemble des charges courantes à l'ensemble des produits courants, on constate que le résultat des fermes AD non bio est supérieur au résultat de la moyenne des fermes RICA. Ainsi, avec un outil de production moins capitalisé, les systèmes AD non bio génèrent un revenu par associé supérieur de 8 000 € comparativement à celui des fermes RICA grâce à leur conduite économique et autonome.

**Créer du résultat en dégageant plus de richesse (VA) pour un même produit : c'est la « stratégie valeur ajoutée » mise à l'œuvre dans les fermes AD, en réduisant les charges au maximum.**



## LES CLÉS DE L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

Pour produire en consommant moins de biens et services, les fermes AD s'appuient sur l'agronomie et les processus biologiques. Elles mettent en place des rotations longues avec des prairies d'associations de graminées et de légumineuses, ce qui permet de casser les cycles d'adventices et des ravageurs. Cela contribue aussi à réduire la surface en maïs, une culture gourmande en intrants. Les légumineuses, qui fixent l'azote atmosphérique, enrichissent les rations et le sol en azote, limitent les apports de correcteur et d'engrais fortement énergivore. Avec des haies autour des prairies, les fermes favorisent les auxiliaires de culture afin de réduire l'usage de produits phytosanitaires. **Le pâturage c'est aussi moins de récolte, moins de stockage, moins d'épandage et donc des charges de mécanisation réduites.**

Chiffres rapportés à la SAU	RICA	AD non bio	AD non bio %RICA	AD bio	AD bio %RICA
<b>Linéaire de haies (ml/ha SAU)</b>	Non connu	86	/	101	/
<b>% de prairies</b>	53	78	+ 49 %	88	+ 68 %
<b>% de surfaces avec légumineuses</b>	53	80	+ 53 %	92	+ 74 %
<b>% de surfaces avec des espèces associées</b>	52	80	+ 52 %	91	+ 73 %
<b>Gestion culturale*</b> <b>% cult. Annuelle principale / Surface assolée</b>	39	15	- 61 %	10	- 75 %

\* Plus l'indicateur est faible plus la rotation est longue

 En basant leurs pratiques sur des processus naturels, les fermes AD réalisent des économies sur l'atelier cultures mais aussi sur l'atelier élevage :

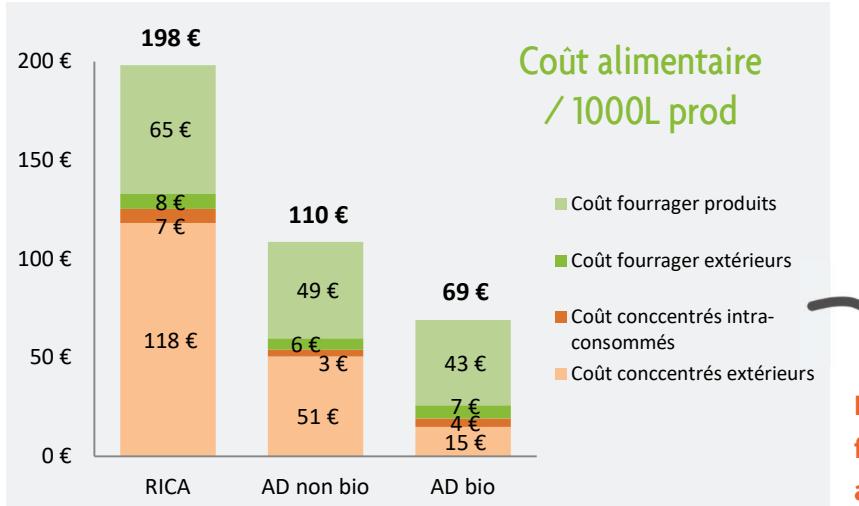
Chiffres rapportés à la SAU	RICA	AD non bio	AD non bio %RICA	AD bio	AD bio %RICA
<b>Coût cultures<sup>1</sup> /ha</b>	564 €	283 €	- 50 %	174 €	- 69 %
<b>Coût alimentaire troupeau /1000L prod</b>	198 €	110 €	- 45 %	69 €	- 65 %
<b>Productivité (L prod/VL)</b>	7 102	5 753	- 19 %	4 587	- 35 %
<b>Quantité de concentrés (en kg/UGB)</b>	1 170	533	- 54 %	187	- 84 %
<b>Autonomie en concentrés<sup>1</sup></b>	16 %	22 %	+ 36 %	42 %	+ 163 %
<b>Coût vêteo /UGB</b>	72 €	51 €	- 28 %	40 €	- 44 %
<b>Coût mécanique /ha<sup>1</sup></b>	963 €	651 €	- 32 %	563 €	- 42 %

Grâce au pâturage de prairies d'association graminées / légumineuses de longue durée, **les fermes AD non bio réalisent une économie de 88 €/1000L sur le coût alimentaire, dont 67 € d'économie de concentrés achetés**. En effet, elles consomment 637 kg de concentrés en moins par UGB et par an. Parmi ces concentrés consommés, 22 % sont autoproduits sur la ferme contre 16 % pour les fermes RICA.

L'herbe pâturée constitue une ration complète pour les animaux, qui n'ont pas besoin d'être complémentés avec des aliments achetés. Ce n'est pas le cas du maïs, riche en énergie mais pauvre en azote, qui doit donc être équilibré par de la protéine produite généralement hors de France. Les résultats du projet PERPET<sup>1</sup> nous apprennent que **la protéine est dans le pré !** L'herbe est deux fois plus riche en protéines que le maïs ensilage et ne nécessite pas de complémentation azotée : l'herbe contient 145 g MAT<sup>2</sup>/kg MS<sup>2</sup>, le maïs 75 g MAT/kg MS. On estime ainsi que 175 kg de soja ou 260 kg de colza/TMS de maïs sont nécessaires pour équilibrer la ration.

<sup>1</sup> Projet PERPET (2016-2020) : bien faire vieillir ses prairies semées ! Site web Réseau Civam

<sup>2</sup> Tous les acronymes et sigles sont référencés dans le glossaire



**Le coût des concentrés achetés par les fermes du RICA est supérieur au coût alimentaire total des fermes AD non bio !**

Si les fermes RICA produisent 196 772 L de lait supplémentaires, il leur faut vendre 108 475 L<sup>1</sup> (soit 55 %) rien que pour acheter le surplus d'aliments à l'extérieur de la ferme. Les fermes de l'échantillon RICA produisent en moyenne plus de lait, mais celui-ci est plus cher à produire et nécessite des surfaces extérieures à la ferme.

**Produire beaucoup, quitte à consommer beaucoup, pour dégager du résultat : il s'agit d'une « stratégie volume », qui s'inscrit dans le modèle productiviste mis en place depuis la seconde moitié du siècle dernier.**

Avec 96 % de la SAU utilisée pour l'alimentation des animaux et 17 ares/UGB d'herbe en plus en moyenne par rapport aux fermes AD non bio, les systèmes AD bio maximisent plus encore le pâturage. Ils affichent un coût alimentaire de 69 €/ 1000 L soit quasiment 3 fois moins que les fermes RICA et ce malgré des charges d'achats (aliments, semences...) plus onéreuses.

**La voie « pâturage » repose sur des processus naturels du sol, sur des associations graminées/légumineuses et sur une diversité de semences prairiales, sur la capacité digestive des ruminants à transformer cette photosynthèse végétale en calories et protéines. Elle demeure ainsi plus efficace et efficiente économiquement.**



<sup>1</sup>Volume calculé en divisant la différence de charges d'aliments entre les fermes AD non bio et les fermes RICA par le prix du lait du RICA

## POINT SUR LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES DÉTAILLÉS

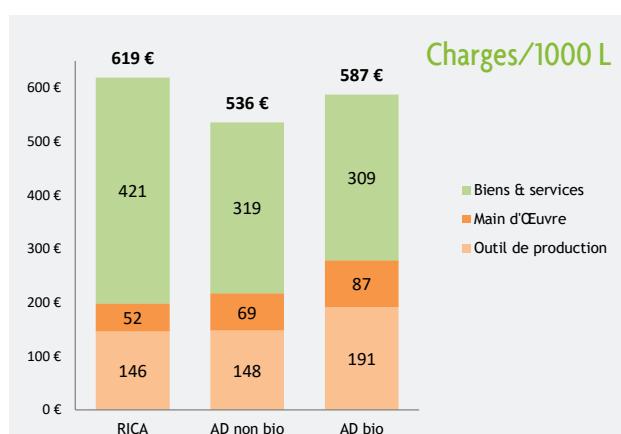
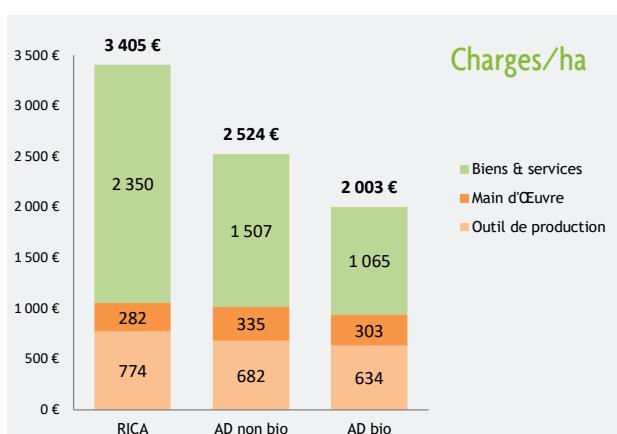
Les fermes en agriculture durable (AD) produisent moins que celles du panel RICA, notamment en lait. Pour les fermes AD non bio, l'écart de produit d'activité atteint 138 273€, dont plus de 95 000€ liés à une moindre production laitière. Mais cette différence est largement compensée par des charges plus faibles sur de nombreux postes. Au final, les fermes AD non bio dépensent 145 350€ de moins que les fermes RICA, ce qui permet d'équilibrer la baisse de produit.

CHARGES	RICA	AD non bio	AD bio
<b>Charges de production</b> (consommation de biens & services)	<b>252 212</b>	<b>126 953</b>	<b>92 523</b>
Charges aliments	73 955	22 262	6 035
Frais d'élevage	26 198	22 370	16 899
Charges cultures de ventes	18 928	5 276	2 724
Charges fourragères	44 651	21 093	15 154
Charges mécanisation	48 471	22 708	22 170
Autres charges biens et services	36 046	25 577	23 927
Entretien bâtiments et foncier	3 964	7 665	5 613
<b>Charges liées à l'outil de production</b>	<b>85 068</b>	<b>61 102</b>	<b>55 648</b>
Fermages	18 124	12 571	12 386
Impôts & taxes	2 571	2 500	1 540
Amortissements	57 365	41 122	37 641
Frais financiers	7 007	4 910	4 081
<b>Main d'œuvre<sup>1</sup></b>	<b>32 022</b>	<b>32 402</b>	<b>26 647</b>
Cotisations sociales MSA	21 358	21 402	15 420
Charges salariales	10 664	11 000	11 227
<b>Charges de productions secondaires</b>	<b>240</b>	<b>3 734</b>	<b>1 189</b>
<b>Charges courantes</b>	<b>369 541</b>	<b>224 191</b>	<b>175 887</b>

PRODUITS	RICA	AD non bio	AD bio
<b>Produit d'activité</b>	<b>379 724</b>	<b>236 488</b>	<b>181 194</b>
Produit lait	287 888	192 767	144 601
Produit viande	51 603	31 658	28 973
Produit cultures de vente	30 370	6 167	4 449
Produit fourrager	5 682	4 173	412
Produit divers	4 181	1 724	2 758
<b>Aides</b>	<b>38 775</b>	<b>39 132</b>	<b>42 403</b>
Aides 1er pilier	31 759	26 756	28 319
Aides 2nd pilier	6 746	12 376	14 083
<b>Produit annexe</b>	<b>978</b>	<b>967</b>	<b>2 737</b>
<b>Productions secondaires</b>	<b>2 429</b>	<b>7 045</b>	<b>3 153</b>
<b>Produits courants</b>	<b>421 905</b>	<b>283 632</b>	<b>229 487</b>

➤ **145 000 € de charges courantes en moins pour les fermes AD non bio par rapport aux fermes du RICA, soit plus de 39 % d'économies.**

**La réduction de charges en système AD n'est pas liée à la taille plus réduite des fermes ou encore au volume produit plus faible, mais bien à la conduite autonome et économe.** En effet, les charges des fermes RICA rapportées à la SAU sont supérieures de 26 % (+ 881 €/ha) par rapport aux fermes de l'échantillon AD non bio et de 13 % (+ 83 €/1000L) lorsqu'elles sont rapportées à la production de lait.



Les montants bruts liés à l'outil de production et à la main d'œuvre sont similaires entre les échantillons AD non bio et AD bio, mais le volume de lait produit plus faible des fermes AD bio (314 632 L contre 457 521 L) explique que les charges rapportées au 1000 L soient plus importantes pour l'échantillon AD bio.

	RICA		AD non bio		AD bio	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
<b>Quantité de lait produit</b>	599 534 L	612 237 L	457 521 L	415 466 L	314 632 L	304 555 L
<b>Charges courantes</b>	330 734 €	369 541 €	210 525 €	224 191 €	168 466 €	175 887 €
<b>Produits courants</b>	423 719 €	421 905 €	297 128 €	283 632 €	223 788 €	229 487 €
<b>Charges courantes / 1000L</b>	552 €	619 €	458 €	536 €	536 €	587 €
<b>Résultat courant / UTHF</b>	54 941 €	30 206 €	53 492 €	38 065 €	37 339 €	34 793 €

Entre 2022 et 2023, le RICA montre une hausse des volumes livrés de 2 %. Cette augmentation s'accompagne :

- D'une forte hausse des charges courantes (+12 %), principalement liée :
  - Aux aliments (+ 12 %),
  - Aux fourrages (+ 15 %),
  - Aux frais d'élevage (+ 11 %).
- D'une stagnation des produits des activités, malgré l'augmentation du volume produit et la hausse du prix du lait. Cette stagnation s'explique notamment par :
  - La baisse de l'atelier viande (- 13 %),
  - Une faible progression des recettes laitières (+ 4 %),
  - Une chute des cultures de vente (- 27 %).

**Cette analyse confirme encore la stratégie « volume » opérante dans les fermes laitières : le critère de production est le prix du lait. Quand le prix augmente les fermes augmentent les litrages même s'il coûte cher à produire ! Cette stratégie est fortement dépendante des cours des marchés mondiaux entraîne une plus grande volatilité des prix d'achat laissant de ce fait plus d'incertitudes et prise de risque pour l'ensemble de la ferme.**

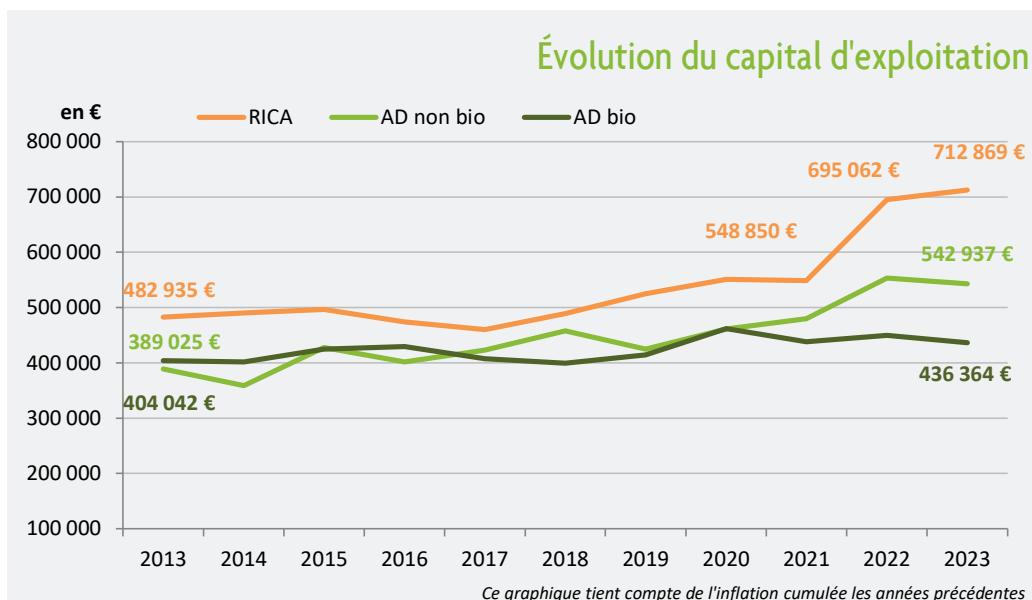
Pour les fermes de l'échantillon AD non bio, les charges courantes augmentent de 6 %, principalement en raison d'une forte hausse des cotisations MSA (+ 35 %). En parallèle, les produits d'activité reculent de 7 %, impactés par une baisse du volume de lait livré (- 9 %) ainsi qu'un ralentissement des recettes issues de la viande et des cultures. La diminution de la production laitière, estimée à - 500 litres par vache laitière, entraîne une moindre dilution des charges : elles progressent de 68 €/1 000 L pour les fermes AD non bio, contre 49 €/1000 L pour celles du RICA.

**Là encore cette analyse illustre la stratégie « valeur ajoutée » : dans les fermes AD, l'économie est un critère de production et face à la hausse du coût alimentaire, les fermes AD ont limité les consommations (120 kg de concentrés par UGB en moins) quitte à produire à moins. Cette stratégie autonome et économique a permis de contenir la baisse de résultat courant : - 15 1427 €/UTHF entre 2022 et 2023, contre - 24 735 €/UTHF pour la moyenne RICA.**

**Au final, même si la baisse des produits est plus marquée pour les fermes AD non bio (- 4,5% contre - 0,4% pour le RICA), la maîtrise des charges (+ 6,5% pour les fermes AD non bio contre + 11,7 % pour le RICA) permet de compenser en grande partie cette perte, confirmant la robustesse des systèmes herbagers pâturants dans un contexte économique tendu.**

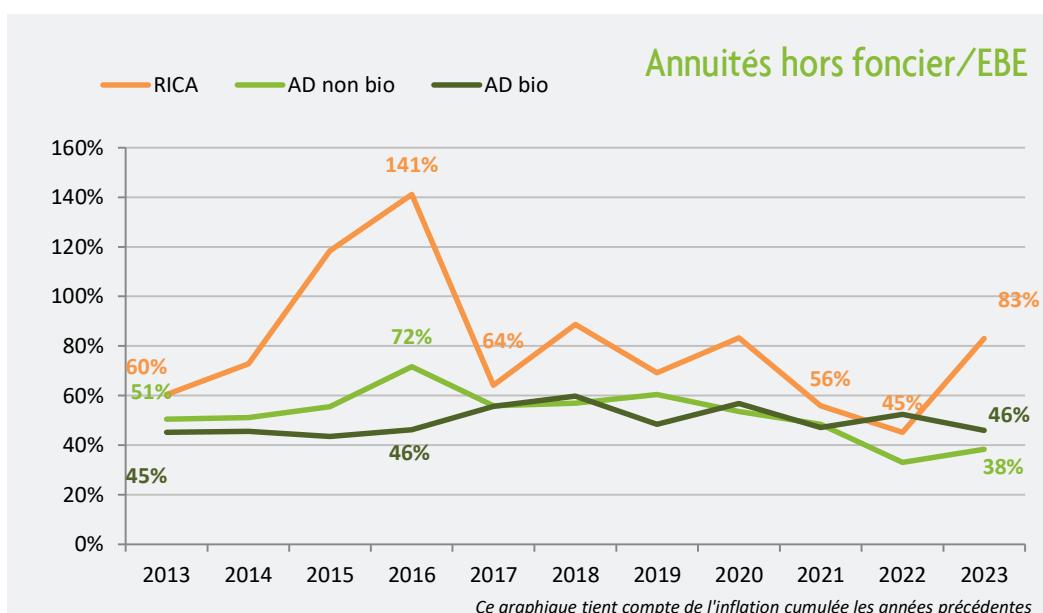
## LE CAPITAL, ÇA SPÉCIALISE !

En 10 ans, et à euros constants, le capital d'exploitation des fermes du RICA a augmenté de près de 230 000 € (dont 146 000 € entre 2021 et 2022), contre 154 000 € pour les fermes AD non bio et seulement 32 000 € pour les fermes AD bio. Cette hausse s'explique par une volonté de produire plus. Mais produire davantage demande forcément plus de moyens : plus d'animaux pour augmenter les volumes, plus de terres pour les nourrir – y compris des parcelles éloignées – et plus de matériel pour gérer l'ensemble. Il faut aussi souvent plus de bâtiments pour loger les animaux ou stocker les récoltes. Tous ces éléments font grimper le capital nécessaire pour faire fonctionner la ferme. Cela implique souvent des emprunts à moyen et long terme, ce qui peut entraîner une pression financière et mentale liée aux remboursements.



Un capital plus élevé dans les fermes de l'échantillon RICA se traduit notamment par des emprunts plus conséquents. En 2023, pour les fermes du RICA, les annuités hors foncier représentent 83 % de l'EBC, contre 38 % pour l'échantillon AD non bio. Ainsi, pour 100 € d'EBC, en moyenne 83 € servent à rembourser les emprunts pour les fermes du RICA contre 38 € en moyenne pour les fermes AD non bio.

Sur les dix dernières années, ce ratio a fortement fluctué dans les fermes du RICA, atteignant jusqu'à 141 % en 2015 avant de redescendre à 45 % en 2022, puis de remonter à 83 % en 2023. Cette instabilité reflète une forte exposition aux aléas économiques et une dépendance aux investissements lourds. À l'inverse, les systèmes AD non bio affichent une pression financière plus stable, avec un ratio moyen de 52 % contre en moyenne 80% pour le RICA.



**Au-delà de la pression financière, ce niveau d'endettement interroge aussi sur la charge mentale que cela peut représenter pour les éleveurs·euses : quand chaque euro compte pour rembourser, quelle marge de manœuvre reste-t-il pour faire face à l'imprévu, pour faire des choix techniques, s'adapter ou simplement préserver un équilibre de travail et de vie personnelle ?**

De même, cela interroge sur la capacité de ces fermes à la réversibilité, à la capacité d'autonomie « entrepreneuriale » décisionnelle.

**Plus le capital est important, plus cela questionne la transmissibilité de la ferme.** Quelle accessibilité financière au métier d'éleveur ? La question se pose, notamment à l'heure où le renouvellement des générations représente un enjeu crucial<sup>2</sup>, et où 60% des porteur·euses de projet ne sont pas d'origine agricole<sup>3</sup>.



**À lire :** Plus de 80 % des porteur·euses accompagnés·es par les CIVAM ne sont pas issues du milieu agricole.

Des valeurs d'immobilisations élevées témoignent de matériels et de bâtiments qui devront être rachetés à la revente de la ferme, et qui spécialisent celle-ci dans sa production. Cela implique donc plus de difficultés à changer de production à la reprise. À l'inverse, comme l'a montré l'étude de [l'Observatoire technico-économique Civam qui portait sur les résultats de l'année 2019](#), s'installer en système pâturant est une voie d'avenir en offrant plus de souplesse et de capacité de décision à modifier le système selon les objectifs des repreneurs·euses plutôt que de subir les choix d'investissements des cédants.

## LA DÉPENDANCE AU PRIX DU LAIT

Les analyses réalisées depuis plus de 10 ans grâce à l'Observatoire technico-économique Civam ont permis de :

- Vérifier un constat : les variations du prix du lait ont plus d'impacts sur le résultat courant des fermes RICA que celui des fermes AD. Cela résulte de la « stratégie volume » qui caractérise le système laitier moyen. Les fermes AD ont ainsi des résultats plus stables dans le temps que les fermes du RICA, elles sont donc plus robustes ;
- Formuler une hypothèse : dans le système laitier moyen représenté par le RICA, les charges sont adaptées en fonction de l'évolution du prix du lait. Il y a moins d'achats quand le prix du lait baisse et plus quand le prix remonte. On peut en conclure que seule la « contrainte » prix à la baisse, entraîne une attention plus accrue sur la compression des charges. Dans le cas contraire, la vigilance semble s'estomper !

À l'inverse, les fermes AD ont une conduite économique moins variable en fonction des cours. Cela s'explique par la « stratégie valeur ajoutée » où la conduite repose sur la maximisation des ressources présentes sur la ferme plutôt que sur la consommation d'intrants dont le prix fluctue selon les cours des marchés.

**Cette hypothèse traduirait des différences non seulement dans la conduite des systèmes mais aussi dans leur gestion, avec ce qui ressemblerait, pour le système laitier moyen représenté par le RICA, à une gestion par la trésorerie, alors que les fermes AD auraient une gestion plus « long terme ».**

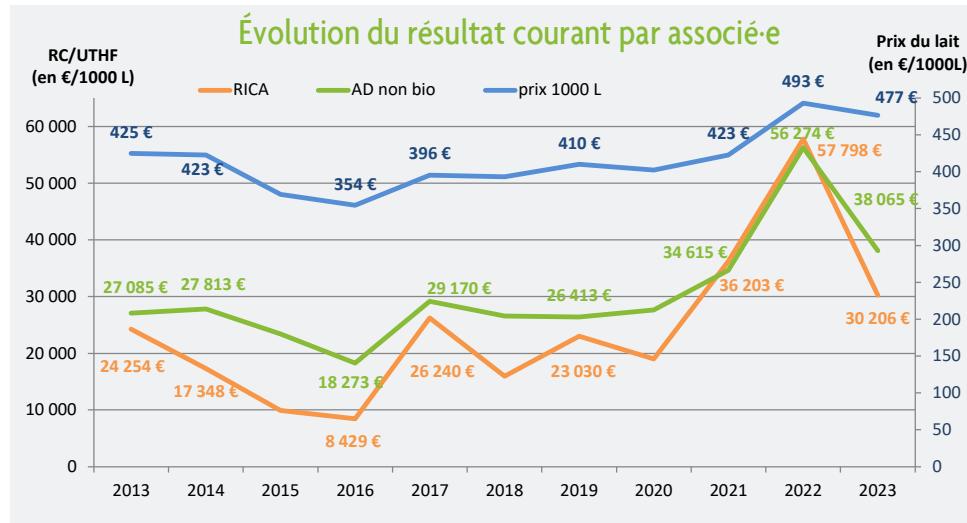


<sup>1</sup> Tous les acronymes et sigles sont référencés dans le glossaire

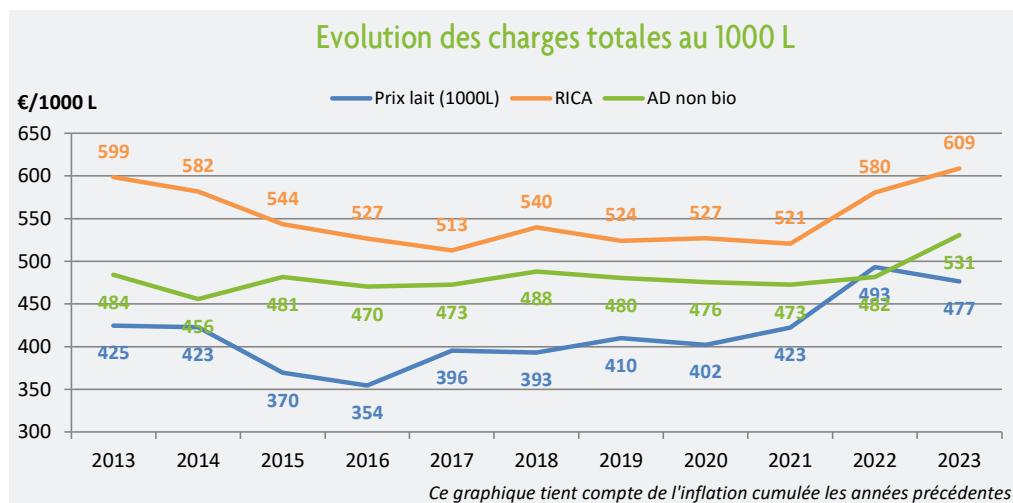
<sup>2</sup> Les agriculteur·ices représentent 1,5% de l'emploi total en France en 2020. En 2026 près de 50% d'entre eux auront l'âge de partir à la retraite (Recensement Général Agricole, 2020)

<sup>3</sup> Christophe PERROT, [Le rôle des installations NIMA dans la diversité des systèmes agricole](#), IDELE, CIAG Toulouse, 09/11/2023

Pour mesurer l'impact du prix du lait sur le résultat courant, on peut observer l'évolution parallèle du prix du lait et du résultat courant moyen par UTHF. Le graphique montre que les fermes du RICA réagissent plus fortement aux variations du prix du lait que celles de l'échantillon AD non bio. En période de hausse, comme en 2017, 2021 ou 2022, le résultat courant progresse plus nettement dans les fermes du RICA. À l'inverse, lors de baisses du prix du lait, comme en 2015 ou 2018, la diminution du résultat est également plus marquée. Cela reflète une stratégie axée sur le volume, plus sensible aux fluctuations du prix du lait.



Les variations annuelles des charges totales par 1 000 litres de lait montrent des dynamiques différentes selon les systèmes. Dans les fermes du RICA, les charges fluctuent davantage d'une année à l'autre, tandis que les systèmes AD non bio présentent une évolution plus modérée, autour de 450 €/1000 L. Dans les deux cas, les charges ne suivent pas systématiquement les variations du prix du lait. On observe parfois un léger décalage : par exemple, la baisse du prix du lait en 2018 semble suivie d'une baisse des charges du RICA en 2019. Ce décalage pourrait s'expliquer par le fait que certaines dépenses (achats d'aliments, investissements, MSA calculée sur N-1...) sont engagées à l'avance ou planifiées sur plusieurs mois, rendant les charges moins réactives aux fluctuations immédiates du marché.



Cette sensibilité aux variations du marché interroge sur la capacité d'adaptation des différents modèles. Si la stratégie volume adoptée par les fermes du RICA permet de bénéficier pleinement des périodes favorables, elle expose aussi à des pertes plus importantes en cas de retournement conjoncturel. Dans les systèmes financièrement fragiles ou endettés, ces pertes peuvent entraîner des situations critiques pour les éleveurs·euses, allant jusqu'à la disparition de certaines fermes. Cela contribue à creuser des inégalités dans les territoires ruraux, où coexistent des fermes qui résistent et d'autres qui décroissent. En ce sens, cette stratégie laisse du monde sur le bord de la route, posant la question de la robustesse et de la résilience des modèles agricoles dans un contexte de volatilité croissante des marchés et d'incertitudes géopolitiques, climatiques et économiques.

## DES FERMES QUI RÉMUNÈRENT LEURS TRAVAILLEURS ET DYNAMISENT LES TERRITOIRES

La richesse économique dégagée peut être capitalisée ou affectée à la rémunération du travail. Pour mieux étudier la rémunération du travail sur une ferme, Réseau Civam a créé le résultat social (RS)<sup>1</sup>. Il s'agit du résultat courant de la ferme auquel nous n'avons pas retiré les cotisations sociales et les salaires des travailleurs de la ferme. Il permet d'analyser la part de la richesse créée (VA) et des aides qui serviront à rémunérer du travail, qu'il s'agisse des salaires, des prélèvements privés mais aussi des cotisations sociales (rémunérations différées en cas de maladie, parentalité ou retraite).

Les fermes AD participent davantage à la dynamique des territoires. **Avec un résultat social rapporté à l'hectare supérieur de 259 €/ha (soit 34 %) pour les fermes AD non bio et 162 €/ha (soit 21 %) pour les fermes AD bio par rapport aux fermes RICA.** Ainsi le nombre d'actifs au kilomètre carré est supérieur de 18 %, soit pour une commune de 50 km<sup>2</sup> (Rennes, par exemple), + 20 actifs travaillant sur les fermes de ce territoire.

Rapporter le résultat social au capital d'exploitation, nous permet également de regarder si le capital investi dans la ferme est efficace pour rémunérer ses actifs. **Pour 500 000 € de capital investi (qui est proche du capital moyen d'une ferme AD non bio), les fermes AD dégagent 30 000 € de plus que la moyenne du RICA pour rémunérer les actifs de la ferme.**

Cette différence s'explique en partie par la nature des investissements réalisés. Les fermes AD privilient des **investissements productifs**, orientés vers l'amélioration des conditions de travail, la performance agronomique ou la valorisation des productions. À l'inverse, de trop nombreuses fermes ont recours (et sont poussées !) à des **investissements fiscaux**, c'est-à-dire des dépenses engagées principalement pour réduire l'imposition (achat de matériels, bâtiments ou équipements peu utilisés), qui ne contribuent pas directement à la rémunération du travail.

**Ce mécanisme est en marche depuis des décennies, encouragé par les politiques fiscales. Cela a contribué à miser sur le revenu capitalisé au détriment du revenu socialisé. Au final, les fermes coûtent (trop ?) cher, les caisses de la MSA sont vides, les retraites agricoles insuffisantes et les éleveurs·euses espèrent gagner à la vente, hypothéquant les possibilités de reprise pour l'installation.**

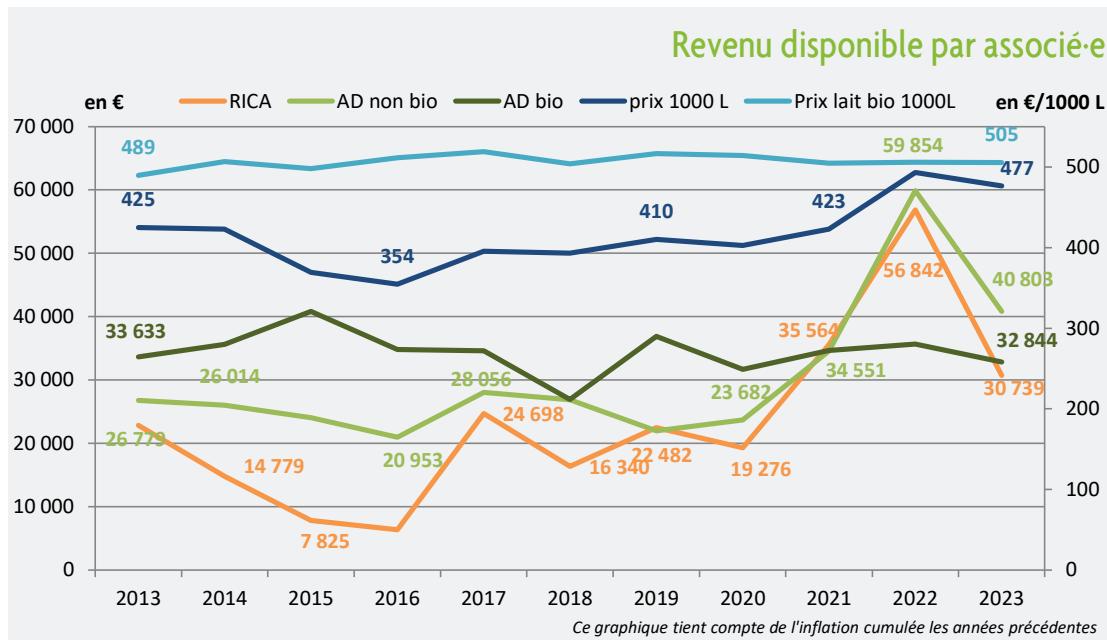
Les fermes AD non bio sont également moins dépendantes des aides. Pour 100 € de résultat social, 50 € proviennent des aides (soit 50 %), tandis que pour les fermes de l'échantillon RICA ce ratio est de 94 %.

	RICA	AD non bio	AD non bio %RICA	AD bio	AD bio %RICA
<b>Résultat Social/ha</b>	766 €	1 025 €	+ 34 %	928 €	+ 21 %
<b>Nb UTH / km<sup>2</sup></b>	2,0	2,4	+ 18 %	2,3	+ 16 %
<b>Résultat social / Capital d'exploitation</b>	13 %	19 %	+ 49 %	20 %	+ 58 %
<b>Aides / Résultat social</b>	94 %	50 %	- 47 %	61 %	- 35 %

➤ Si on remplaçait toutes les fermes laitières du Grand-Ouest par des fermes Civam, ce serait 6 244 personnes de plus pour faire vivre nos campagnes, soit 20 % de plus<sup>2</sup>.

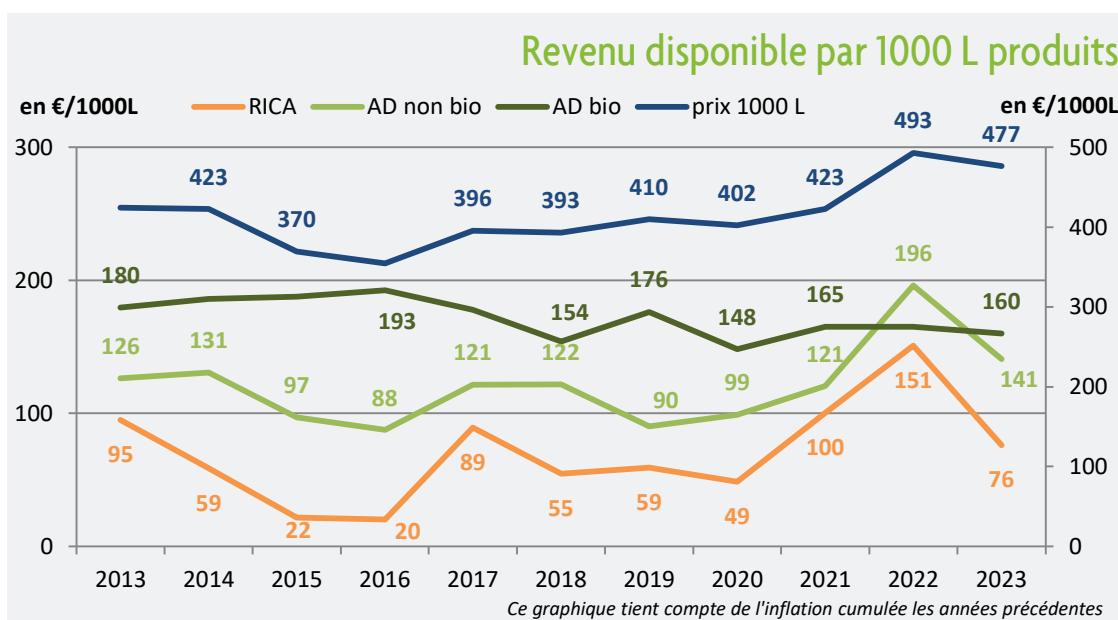
## DES FERMES ÉCONOMIQUEMENT VIABLES

Les résultats consolidés sur 10 ans montrent qu'en moyenne les systèmes AD dégagent 6 900 € de Revenu Disponible (RD<sup>1</sup>) de plus que la moyenne des fermes laitières RICA. Le Revenu Disponible sert aux prélèvements des associés, ainsi qu'à dégager une marge de sécurité. Cela montre que ces systèmes pâturants sont plus viables !



Le graphique ci-dessous rapportant le revenu disponible aux 1 000 litres de lait produits, met en évidence une performance économique supérieure des systèmes herbagers. Sur les dix dernières années, ces systèmes génèrent en moyenne un revenu disponible **2,2 fois supérieur** à celui des fermes laitières du RICA, à volume de lait équivalent. Cette efficacité est d'autant plus marquante que le rapport varie de **1,2 à 4,5 fois** selon les années, traduisant une **meilleure robustesse économique** des systèmes pâturants, même dans des contextes de marché contrastés.

**Ce constat questionne la pertinence d'un modèle basé sur le volume, lorsque des systèmes plus économiques parviennent à dégager davantage de revenu par litre de lait produit.**



<sup>1</sup> Tous les acronymes et sigles sont référencés dans le glossaire

# LES SYSTÈMES HERBAGERS PÂTURANTS ONT MOINS D'IMPACTS SUR L'ENVIRONNEMENT

Au-delà des aspects économiques et sociaux, la réduction de la consommation d'intrants sur les fermes AD a aussi de nombreux effets environnementaux positifs par la réduction de la pollution liée à l'azote, aux produits phytosanitaires ou encore à la consommation d'énergie. C'est aussi un bilan carbone plus réduit que les fermes de l'échantillon RICA et moins d'eau consommée par les animaux<sup>1</sup>. Au bilan, ce sont moins d'impacts délocalisés (sociaux et environnementaux).

 **Les fermes AD se montrent aussi durables sur les plans sociaux et environnementaux.**

## Méthodologie

### Échantillon

Dans ce dossier, nous mobilisons un échantillon plus large de fermes laitières Civam. Nous ne disposons pas de toutes les données RICA nécessaires au calcul des différents indicateurs environnementaux. Afin de disposer d'une lecture plus représentative, nous avons choisi pour certains indicateurs de réaliser des études comparatives au sein même de notre échantillon de fermes Civam. Ils seront calculés en fonction de la part de maïs dans la SFP, indicateur qui marque des stratégies de système différentes.

Nous conservons ainsi les fermes herbagères avec moins de 20 % de maïs dans la SFP, analysées dans l'étude technico-économique comparative précédente (les 155 fermes AD), mais nous mobilisons aussi d'autres fermes Civam qui participent à ce travail d'évaluation (38 fermes Civam non bio supplémentaires). Certaines de ces fermes peuvent être plus éloignées dans leur processus de transition vers des systèmes plus économiques et plus autonomes. L'échantillon Civam comporte ainsi 193 fermes laitières

	0% maïs SFP	0-10 % maïs SFP	10-20 % maïs SFP	20-30 % maïs SFP	>30 % maïs SFP
Nombre de fermes Civam	61	58	36	23	15
	155			38	
					193

### Calcul des indicateurs énergétique et GES<sup>2</sup>

Nous avons évalué la contribution d'une ferme au changement climatique à partir de données récoltées sur des fermes Civam. Nous avons calculé des données facilement extrapolables<sup>3</sup> et en avons laissé certaines de côté car inaccessibles<sup>4</sup>.

Nous nous sommes basés sur les barèmes du (feu) logiciel Dia'Terre® développé par l'ADEME. Nous n'avons pas suffisamment de données du RICA pour cette évaluation, mais il est possible de comparer les différents échantillons Civam soumis à la même méthodologie.

<sup>1</sup> Observatoire technico-économique Bovin lait 2023, Réseau Civam

<sup>2</sup> Tous les acronymes et sigles sont référencés dans le glossaire

<sup>3</sup> Données extrapolées :

- kWh : à partir des données Civam coûts élec en € et de la moyenne Rica du coût kWh

- fioul délégué (ETA, CUMA) : à partir des € de travaux tiers par culture, les barèmes Perel et les barèmes Diaterre®

- effectifs animaux : à partir des UGB par type d'animaux

- ha de haies : à partir du linéaire de haie, avec l'hypothèse d'une largeur de 3 m

- ha de prairies semées : à partir des € semences

<sup>4</sup> Données non prises en compte :

- les consommations énergétiques et émissions GES induites par la construction des bâtiments et matériels, les plastiques, le gaz

- les émissions de N2O (gaz à fort effet de serre) liées aux déjections et épandages.

## MOINS DE POLLUTIONS ENVIRONNEMENTALES...

### 1. ... Liées à l'azote

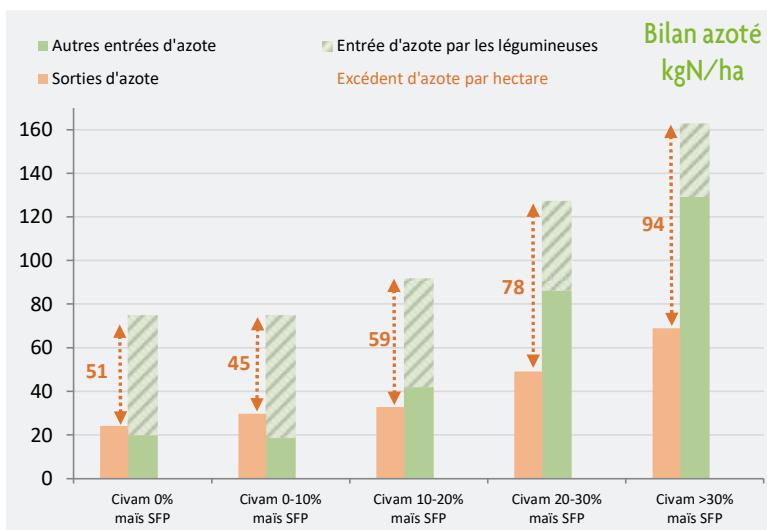
	AD non bio	Civam > 20 % maïs SFP	RICA (moy : 34% maïs SFP)
<b>Nombre de fermes</b>	27	38	236
<b>Coût engrais minéraux azotés / ha SAU</b>	28	96	149
<b>Coût engrais minéraux azotés / ha culture de vente</b>	71	209	256

Les systèmes en agriculture biologique ne consommant pas d'engrais minéraux azotés, nous les retirons de l'échantillon pour éviter une dilution de la moyenne. Nous comparons donc l'échantillon AD non bio précédemment utilisé aux fermes Civam contenant plus de 20 % de maïs dans la SFP.

**On constate que plus les systèmes sont herbagers, moins ils consomment d'engrais minéraux azotés.**

Grâce à la fixation de l'azote atmosphérique par les légumineuses, les prairies d'associations permettent une réduction de la consommation d'engrais azotés sur la sole herbagère, mais également sur le reste des cultures de la rotation : **c'est ce qu'on appelle l'effet précédent.**

En calculant le bilan azoté apparent d'un système, on évalue son efficacité à utiliser de l'azote. On tient compte des entrées (achats d'engrais, aliments, fixation d'azote atmosphérique par les légumineuses...) et des sorties d'azote (vente des produits). 10 uN/ha sont ajoutées dans les entrées pour prendre en compte les dépôts atmosphériques.



L'excédent d'azote est plus faible dans les systèmes herbagers. Il représente un potentiel polluant : il peut être absorbé par les plantes, mais aussi être perdu par lixiviation<sup>1</sup> vers les cours d'eau ou s'échapper dans l'atmosphère, selon les pratiques agricoles et les formes d'azote utilisées.

Dans une prairie multi-espèces, une partie de l'azote provient de la fixation atmosphérique par les légumineuses. Cet azote est directement intégré à la biomasse végétale, ce qui limite les pertes dans l'environnement.

**Autrement dit, plus on base la fertilisation azotée sur les légumineuses dans les prairies, plus on favorise le stockage de l'azote sous forme de biomasse, et moins il y a de pertes directes dans l'air ou l'eau. Cela contribue à réduire les risques de pollution azotée dans les systèmes herbagers.**

### 2. ... Liées aux phytos

Dans l'échantillon des fermes Civam non bio, plus le système est herbager, moins il consomme de produits phytosanitaires : les prairies sont moins traitées que d'autres cultures. De plus, l'introduction de prairies dans une rotation allonge les cycles et réduit ainsi la présence d'adventices et de maladies sur les cultures.

Ce qui entraîne une baisse de consommation de produits phytosanitaires sur les cultures suivantes. On retrouve de nouveau l'effet précédent.

	AD non bio	Civam > 20 % maïs SFP	RICA (moy : 34% maïs SFP)
<b>Nombre de fermes</b>	27	38	236
<b>Coût phytos / ha SAU</b>	15	50	63
<b>Coût phytos / ha culture de vente</b>	56	126	141

<sup>1</sup> On parle de lixiviation pour les éléments solubles et de lessivages pour les éléments solides, exemple : on parle de lessivage des argiles mais de pertes en nitrates par lixiviation

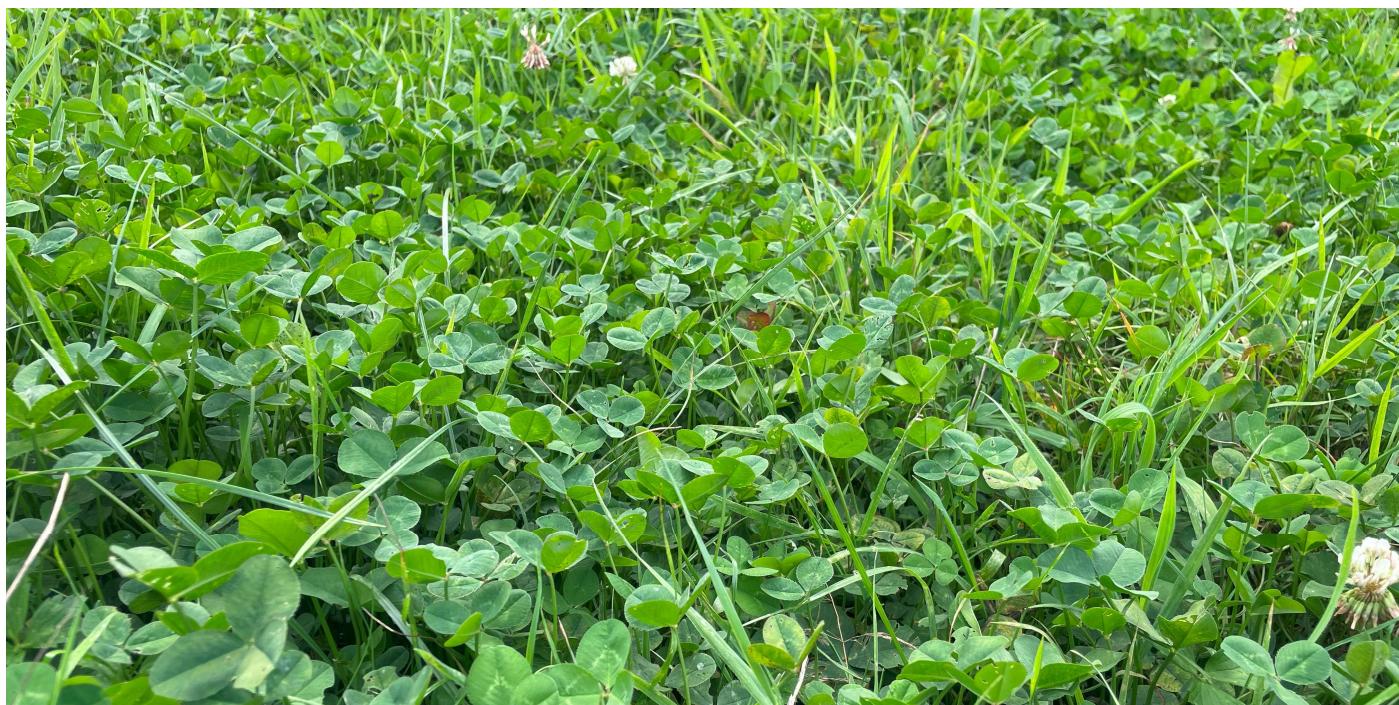
### 3. ... Liées aux énergies

Grâce à la méthodologie évoquée précédemment, on évalue et compare les consommations d'énergies directes (électricité, fioul ferme, fioul délégué) et indirectes (engrais, aliments). Dans l'échantillon Civam, plus le système est herbager, moins il consomme d'énergie. En effet, plus la sole herbagère est importante, plus les prairies sont de longues durées grâce à des pratiques de pâturage favorisant leur vieillissement (cf. projet PERPET). Ce qui a pour conséquence de réduire les travaux de semis et de récolte. La vache qui paître, c'est d'après André Pochon<sup>1</sup>, une "barre de coupe à l'avant, un épandeur à l'arrière" : elle permet de moins consommer d'énergie pour la récolte, le transport, le stockage et la distribution des fourrages, puis le raclage et l'épandage des déjections.

Chiffres rapportés à la SAU	Civam					RICA
	0% maïs SFP	0-10 % maïs SFP	10-20 % maïs SFP	20-30 % maïs SFP	>30 % maïs SFP	moy : 34% maïs SFP
<b>Nombre de fermes</b>	61	58	36	23	15	236
<b>Fioul total<sup>2</sup> L / ha</b>	100	123	181	184	200	228
<b>Énergies directes EQF<sup>3</sup>/ha</b>	206	234	324	314	357	398
<b>Énergies indirectes EQF/ha</b>	19	20	71	117	235	NR
<b>Énergies totales EQF/ha</b>	225	254	395	431	592	NR

En captant l'azote de l'air grâce aux légumineuses présentes, les prairies multi-espèces permettent de réduire la consommation d'engrais azotés. Or, produire 1 kg d'engrais azoté nécessite environ 1,5 litre de fioul<sup>1</sup>, sans compter celui utilisé pour leur épandage. En favorisant les légumineuses, on limite donc à la fois les émissions liées à la fabrication des engrains et celles liées à leur utilisation.

Les prairies d'association constituent également une ration complète pour les animaux, ce qui réduit les besoins en aliments du commerce et en minéraux — donc les consommations d'énergies indirectes. Et si elles sont pâturées, elles permettent aussi d'économiser de l'énergie directe, puisqu'aucun fioul n'est nécessaire pour récolter l'herbe.

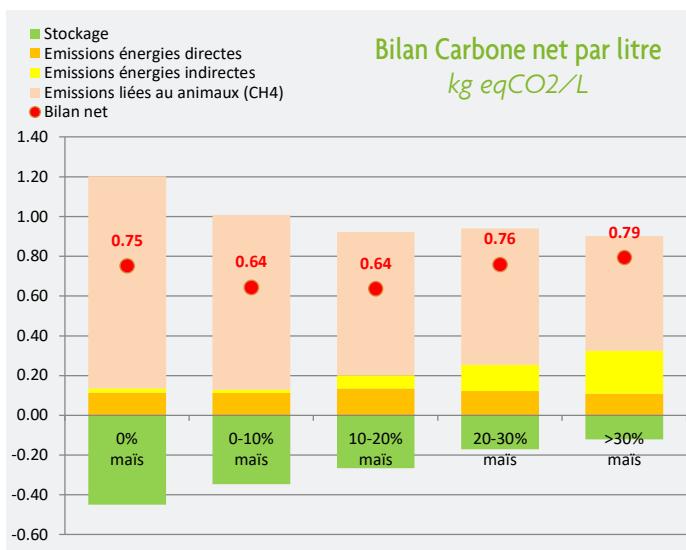


<sup>1</sup>Paysan co-fondateur du Civam des Côtes d'Armor et auteur de nombreux ouvrages sur l'agriculture durable.

<sup>2</sup>Fuel total = fioul acheté + fioul délégué

<sup>3</sup>Tous les acronymes et sigles sont référencés dans le glossaire

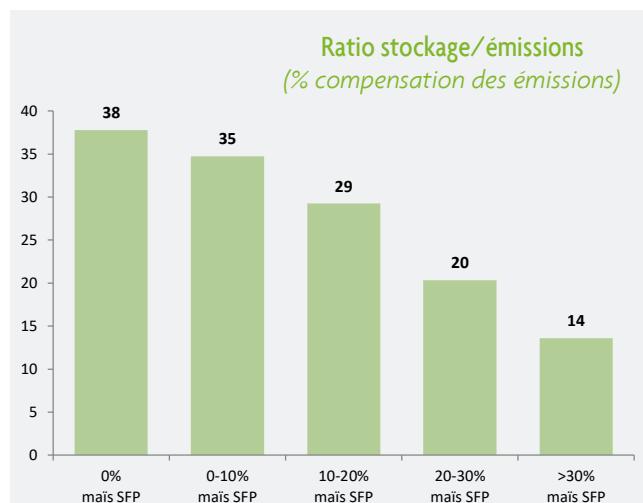
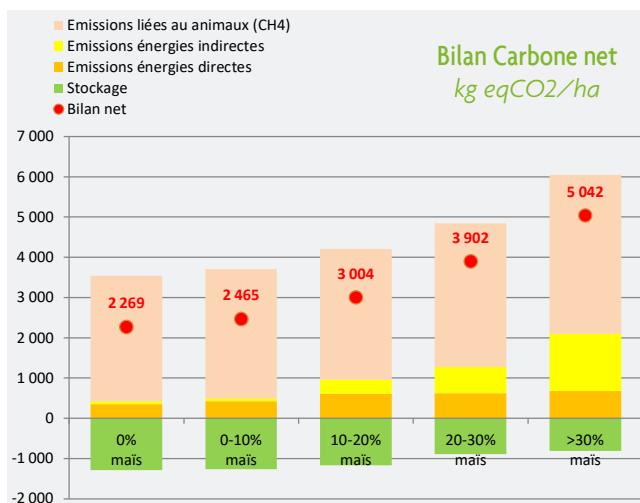
## MOINS DE CONTRIBUTION AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE



Pour évaluer la contribution des fermes au réchauffement climatique, on réalise un bilan carbone net. Il prend en compte l'ensemble des émissions liées aux énergies directes et indirectes, ainsi que les émissions de méthane liées aux animaux. Ce bilan comptabilise également le stockage de carbone par les prairies et par les haies.

Les systèmes ayant entre 10 et 20 % de maïs dans leur SFP présentent le bilans carbone le plus faible lorsqu'ils sont rapportés à la production, grâce à une meilleure efficacité laitière par animal. À l'inverse, les systèmes 0 % maïs affichent un bilan net plus élevé par litre de lait que ces derniers, en raison d'une production laitière par animal plus faible, ce qui augmente mécaniquement les émissions de méthane rapportées à la production.

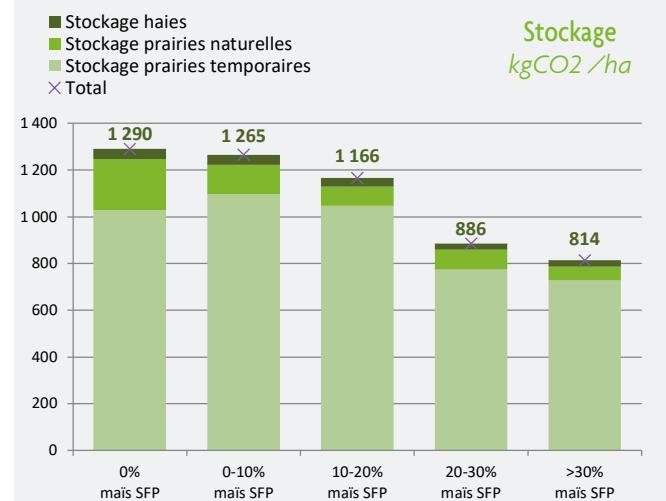
Cependant, cette tendance s'inverse lorsque le bilan est rapporté à la surface agricole. Les systèmes plus herbagers, montrent alors de meilleurs résultats environnementaux. Cette divergence met en lumière une limite des indicateurs utilisés dans les politiques publiques, qui privilégient souvent les ratios à la production. Or, une approche à l'hectare permet de mieux caractériser les impacts réels sur les territoires concernés et les apports de systèmes agroécologiques plus sobres en intrants.



Comme les prairies stockent davantage de carbone que les haies, les systèmes « 0 % maïs » stockent plus de carbone et compensent davantage leurs émissions par rapport aux autres systèmes. **Les prairies représentent ainsi le premier levier pour le stockage de carbone.**



Même si les haies stockent moins de carbone que les prairies à l'hectare, elles ont d'autres rôles fondamentaux : refuge de biodiversité, baisse de l'évapo-transpiration, ombrage, remontée de fertilité minérale, lutte contre l'érosion et la lixiviation des engrangés et produits phyto-sanitaires, etc.



Les résultats sont souvent rapportés à l'unité produite : combien de carbone est émis pour produire une tonne de lait ? Mais qu'en est-il si on rapporte ces émissions à la création de richesse ou à la rémunération du travail, qui est le potentiel de création d'emplois agricoles sur les territoires ?

Chiffres rapportés à la SAU	Civam				
	0% maïs SFP	0-10 % maïs SFP	10-20 % maïs SFP	20-30 % maïs SFP	>30 % maïs SFP
Bilan net kg CO2/RS	2,8	2,8	3,6	3,7	5,6
RS/T CO2 bilan net	468	443	358	274	202

Pour dégager **100 €** de rémunération du travail, un système très herbager émet 280 kg de CO<sub>2</sub>, un système basé sur le maïs émet 560 kg de CO<sub>2</sub>, soit **2 fois plus !**

→ **468 €** pour rémunérer du travail dans un système 0 % de maïs SFP  
 → 1 tonne de CO<sub>2</sub> émise  
 → **202 €** pour rémunérer du travail dans un système à plus de 30 % de maïs SFP, soit **2,3 mois moins !**

**La question de l'indicateur utilisé est un enjeu politique de l'évaluation des performances de systèmes.**

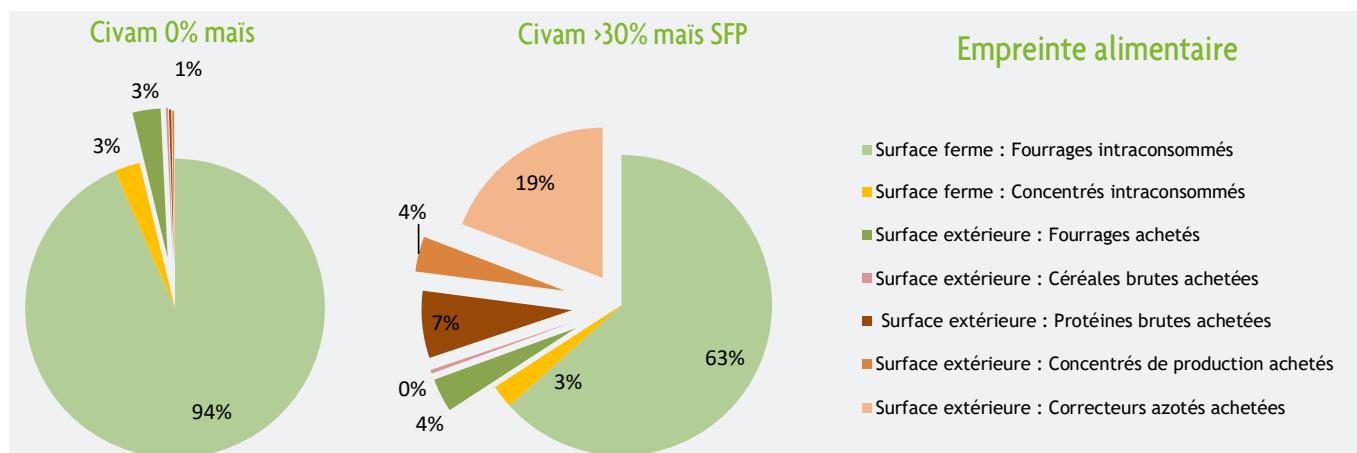


## ÊTRE AUTONOME POUR RÉDUIRE LA DÉLOCALISATION DES IMPACTS

A partir des quantités d'aliments achetés à l'extérieur de la ferme, nous calculons les surfaces nécessaires à la production de ces aliments pour évaluer l'autonomie surfacique de la ferme. Cet indicateur permet de souligner la dépendance de la ferme à des surfaces extérieures mais aussi les impacts qu'elle délocalise.



Plus la part de maïs dans la SFP augmente, plus la surface extérieure mobilisée par la ferme augmente. Ainsi, des systèmes moins herbagers ont une autonomie surfacique réduite à 68 % contre 96 % pour un système 0 % maïs. Autrement dit, les fermes ayant plus de 30 % de maïs dans la SFP, qui produisent en moyenne 703 022 L de lait, pourraient produire en autonomie au maximum 478 055 L. **L'autonomie surfacique étant un indicateur de la capacité à produire l'alimentation du troupeau sur place, une autonomie de 68 % implique que 32 % de l'alimentation est externalisée.** Même si nous ne disposons pas des données RICA pour calculer directement l'empreinte alimentaire, la moyenne de 34 % de maïs dans la SFP permet d'extrapoler que plus de 30 % de la production de lait des fermes RICA repose sur des ressources extérieures.



	Civam				
	0% maïs SFP	0-10 % maïs SFP	10-20 % maïs SFP	20-30 % maïs SFP	>30 % maïs SFP
Nb de fermes	61	58	36	23	15
Empreinte alimentaire <sup>1</sup> en ha	81	92	95	112	108
Dont surface extérieure en ha	3	4	10	26	37
Autonomie surfacique	97%	96%	90%	78%	68%
Volume de lait produit	250 660 L	340 544 L	421 079 L	559 424 L	629 280 L
% de lait externalisé	3 %	4 %	10 %	22 %	32 %

Les indicateurs rapportés à l'hectare devraient réintégrer systématiquement ces surfaces importées. On pourrait alors comparer la production autonome des différents systèmes avec des repères de productivité plus en phase avec les réalités surfaciques et les multiples impacts sur les milieux.

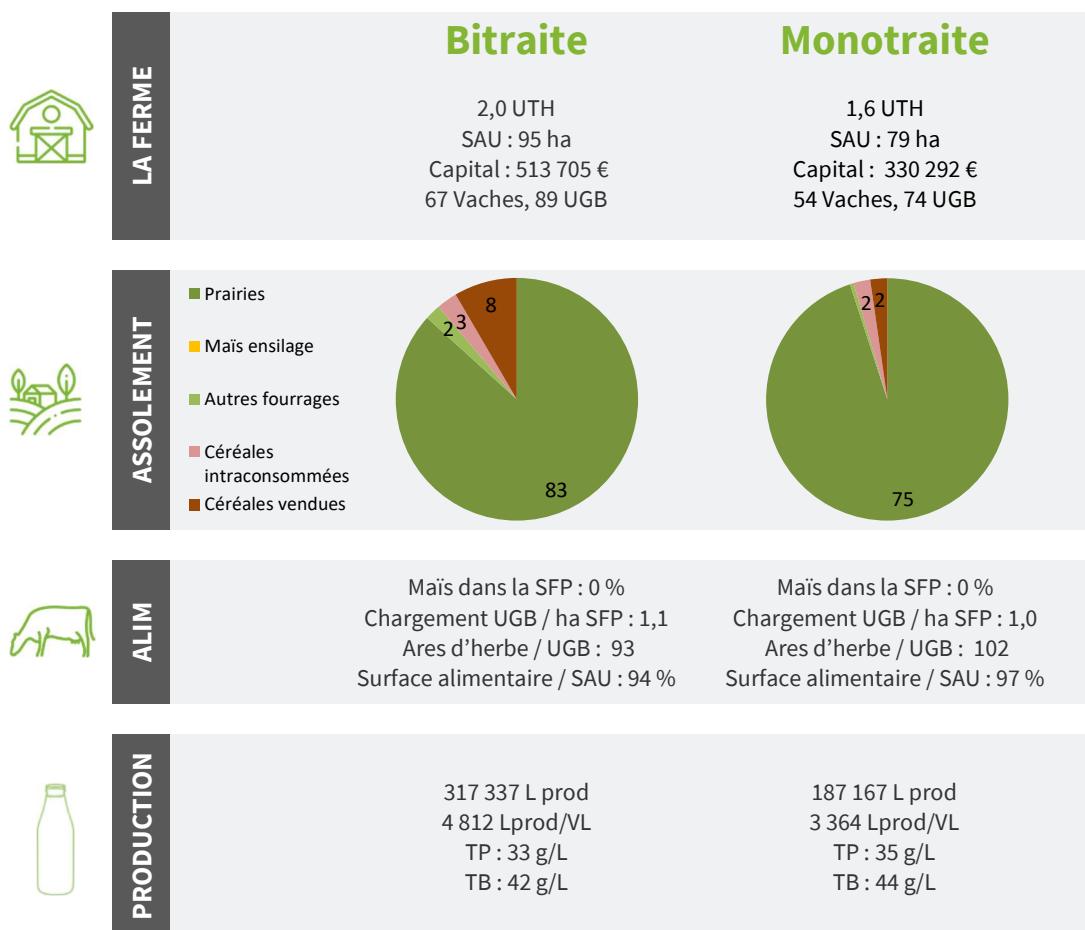


## MONOTRAITE : MOINS D'ASTREINTE, AUTANT DE REVENU

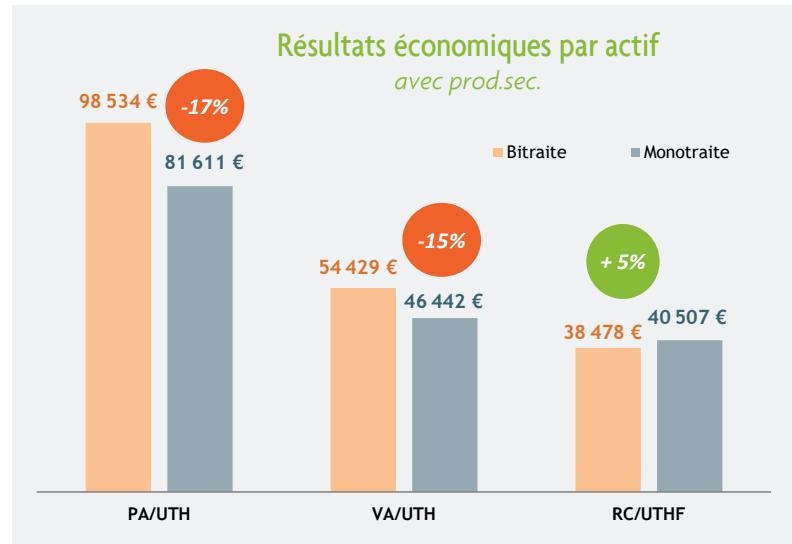


Sur les 155 fermes étudiées, 21 pratiquent la monotraite pendant plus de 8 mois par an. Parmi elles, 19 fermes sont en agriculture biologique et aucune n'intègre du maïs dans sa surface fourragère principale. Afin de constituer un groupe de comparaison pertinent, nous avons sélectionné, parmi les 81 fermes en bitraite sur plus de 8 mois, les 18 fermes ayant également 0 % de maïs dans leur SFP. Ce groupe est composé de 17 fermes en bio et une en conversion.

Comparativement, les fermes en monotraite disposent en moyenne de 38 % de capital en moins, ont une SAU inférieure de 17 %, et une main-d'œuvre légèrement réduite (1,6 UTH contre 2,0 UTH). Leur production laitière totale est inférieure de 41 %, avec une production par vache réduite de 30 %. Le chargement est légèrement plus faible (1,0 contre 1,1 UGB/ha SFP), les fermes en monotraite disposent de plus d'herbe par UGB (+ 10 %) et consacrent une part légèrement plus élevée de leur SAU à l'alimentation (97 % contre 94 %).



Malgré une production laitière par actif plus faible (- 26 %), les fermes en monotraite bénéficient d'une qualité de lait supérieure, avec des taux butyreux et protéiques plus élevés (+ 2 g/L chacun). Cette qualité permet une meilleure valorisation du lait, compensant en petite partie la baisse de production laitière : le produit lait par actif est plus faible de 24 %. En revanche le produit viande par actif est plus élevé de 11% en système monotraite par rapport à un système en bitraite.

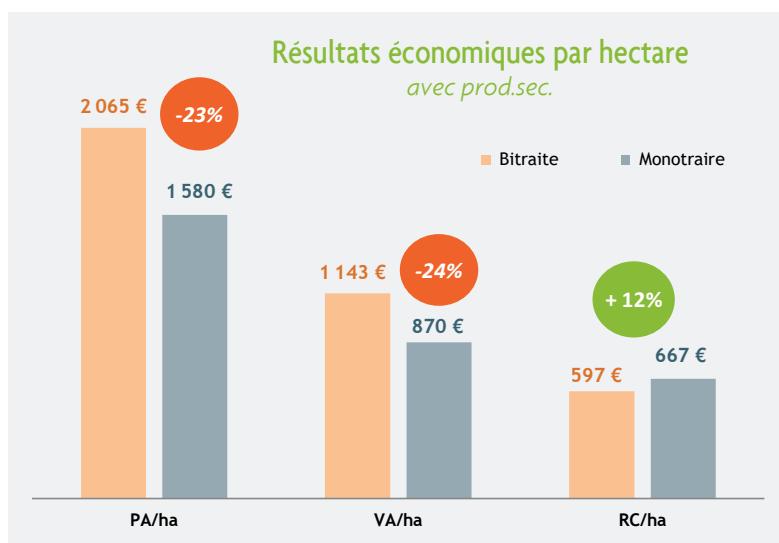


**Bien que le produit des activités par UTH soit inférieur de 17 %, le résultat courant par associé est légèrement supérieur en monotraite. Cela suggère que les fermes en monotraite réalisent des économies de charges suffisamment importantes pour limiter la perte économique liée à la baisse de volume.**

Les économies de charges observées dans les fermes en monotraite s'expliquent en grande partie par une ration plus pâturante. Avec une seule traite par jour, les animaux peuvent pâturer plus longtemps et plus loin, ce qui réduit les allers-retours, les besoins en fourrages récoltés et la quantité de concentrés utilisée. Ainsi, malgré une moindre dilution des charges due à une production laitière plus faible, le coût alimentaire pour 1 000 litres de lait reste stable, grâce à la réduction des intrants.

	Bitraite	Monotraite	Bitraite %Monotraite
<b>Coût alimentaire / 1000L</b>	54 €	55 €	+ 3%
<b>Quantité de concentrés (en kg/UGB)</b>	151	122	-19%
<b>Coût véto / UGB</b>	39 €	31 €	-21%
<b>Coût méca /ha</b>	542 €	465 €	-14%
<b>Efficacité économique VA/PA</b>	53 %	53 %	0%

À cela s'ajoute une diminution des frais vétérinaires, liée à une production moins intensive et à un accès prolongé au pâturage, ainsi qu'une baisse des coûts mécaniques, en raison de moindres besoins en récolte. Ces différents leviers permettent de maintenir une bonne efficacité économique, malgré une baisse du volume de lait produit.



Bien qu'on puisse penser que les systèmes en monotraite exploitent moins le potentiel de production à l'hectare, les résultats montrent qu'ils dégagent autant voire plus de richesse. Si le produit agricole (PA/ha) et la valeur ajoutée (VA/ha) sont inférieurs de 23 % et 24 % respectivement, le résultat courant par hectare (RC/ha) est supérieur de 12 % (667 € contre 597 €). Ce constat illustre une valorisation plus poussée du pâturage, qui permet de tirer pleinement parti des ressources naturelles et de maintenir des résultats solides à surface équivalente.

En considérant une astreinte quotidienne de 4 heures par personne dans les fermes en bitraite, contre 2,5 heures dans les fermes en monotraite<sup>1</sup>, on obtient une rémunération horaire d'astreinte de 13 € en bitraite et 29 € en monotraite, soit plus du double. Ce différentiel met en évidence une meilleure valorisation du temps de travail dans les systèmes en monotraite, renforçant ainsi leur vivabilité. La réduction du temps d'astreinte, rendue possible par une organisation plus simple et un recours accru au pâturage, contribue à améliorer les conditions de travail et à libérer du temps pour d'autres activités, professionnelles ou personnelles.

En résumé, la réussite d'un système en monotraite repose sur une valorisation maximale du pâturage. La baisse de production par vache impose de réduire les charges, ce qui est rendu possible par des besoins animaux moindres, permettant de pâturez plus longtemps, plus loin, et parfois même du stock sur pied. Dans ce contexte, la monotraite devient cohérente si elle permet de maintenir une production supérieure à 3 500 L/VL. À l'inverse, si un système en bitraite très extensif ne dépasse pas ce seuil, la pertinence de traire deux fois par jour peut être questionnée. Cela invite à repenser les objectifs de production non pas uniquement en volume, mais en lien avec les ressources disponibles, les charges associées et la qualité de vie recherchée.

### Lisa Bernard et Samuel Perrin, éleveur et éleveuse en Vendée

#### Monotraite sur la période estivale pour alléger le travail et réduire le stress thermique des animaux et de l'éleveur·euse

Chez Lisa et Samuel, les 61 vaches laitières passent, depuis 2021, en monotraite à partir du moment où l'herbe pâturée représente 100 % de leur ration, pour aller au bout de la simplification du travail. En général, c'est autour de fin mars / début avril. « C'est plus difficile dans la tête de l'éleveur que pour les vaches », déclare Samuel, « il faut accepter de passer de 30 L comme on apprend à l'école à 8/10 L par jour ». Cette année, les vaches produisent en moyenne 10 L par jour depuis le passage en monotraite fin mars.

Le GAEC livre le lait à la laiterie St Père (Intermarché), qui accepte leur fluctuation de production. L'objectif principal était de gagner du temps en diminuant l'astreinte, pour trouver un équilibre vie pro / perso et se prendre des vacances. « Quand tu comprends que tu gagnes autant d'argent... », commente Samuel. Si la monotraite réduit la production de lait de 30 % en moyenne, les taux augmentent : 49 de TB et 38 de TP, ce qui permet un bonus de 70 €/1000 L. De plus, le gain économique se fait à travers un coût alimentaire faible, 77 €/1000 L avec 100 % herbe pâturée sur environ 3 mois.

Un des points de vigilance pour la monotraite est le taux de cellules, d'après Samuel. Il peut grimper dans les 15 premiers jours, puis redescend progressivement. Il est donc nécessaire de le surveiller. Au GAEC La Vie Cool, c'est un critère de sélection des vaches. De plus, les associé·es sont vigilant·es pendant l'unique traite du jour : il s'agit de bien observer les animaux, et de traire correctement les 4 quartiers de chaque vache pour éviter les mammites. Pour Samuel, la monotraite est aussi une pratique où il est facile de revenir en arrière. Les vaches supportent bien le retour en bitraite, notamment grâce à la race Prim'Holstein. Le troupeau, initialement en race pure, est désormais conduit en ProCross, un croisement 3 voies incluant de la Montbéliarde et de la Viking Red (Rouge Scandinave). Lisa et Samuel essaient également d'inclure de la Normande.

Le choix de la monotraite sur la ferme s'est aussi raisonné vis-à-vis de la ressource fourragère. Samuel et Lisa misent sur la qualité de l'herbe d'automne pour leur pic de lactation, et sont en monotraite lors des mois secs et chauds afin de moins pousser les animaux lorsque la ressource fourragère vient à diminuer en qualité et quantité. Cela leur permet aussi d'avoir moins de travail lors des pics de températures estivales. Ainsi, les vaches vèlent du 15 août au 15 octobre. Elles sont taries progressivement du 15 juin au 15 juillet, sans antibiotiques. La double traite reprend dès 5 ou 6 vêlées.

Ce système de vêlages groupés d'automne permet donc de réduire les coûts alimentaires en maximisant l'herbe pâturée. Avec 73 ha d'herbe, 10 de mélange grain et 8 de colza/sorgho, les associé·es font pâturez les vaches au printemps et à l'automne, et distribuent des stocks en automne et durant les 2 mois d'hiver en bâtiment (foin pour les génisses et enrubannage pour les laitières). L'été, l'affouragement est parfois nécessaire mais pas systématique, car les vaches pâturent des stocks sur pied ou du foin en bale grazing, ration fibreuse qui correspond bien aux vaches taries en prépa vêlage. Un système herbager économique et autonome où la monotraite s'intègre parfaitement !

#### EN BREF

##### La ferme en chiffres

- . SAU : 93 ha dont 82 ha de prairies
- . UTH : 2
- . 61 VL croisement ProCross
- . Lait produit : 276 000 L ;
- . Coût alimentaire : 77 €/1000L
- . VA/UTH : 43 663 €

<sup>1</sup>Projet TRANSAE (2016-2020) : Transformations du travail et transition vers l'agroécologie en élevage de ruminants , Site Réseau Civam

**Félice Branger, éleveur dans les Côtes d'Armor**

## Installation directe en monotraite toute l'année

J'ai 34 ans et je suis non issu du milieu agricole, après des études d'histoire et de gestion, j'ai passé mon BPREA en 2019, et puis j'ai travaillé au service de remplacement. J'ai ensuite trouvé une ferme à Rostrenen que j'ai reprise en janvier 2022. Après un projet initial d'installation en mouton viande, on a finalement opté pour un projet en bovin lait, pour « gagner sa croûte ». **Dès le départ, le projet a toujours été de faire de la monotraite, convaincu par des paysans.**

Durant mes remplacements, je trouvais très contraignant de faire la traite deux fois par jour. La bitraite est un des éléments qui fait qu'on est déconnecté de la vie des « salariés », il n'y a pas grand monde dans la vie normale qui finit son week-end à 15h le dimanche. Et en plus de ça **il n'y a pas tant que ça de perte de chiffre d'affaires en monotraite. En partant de ce principe, je voulais montrer que c'était possible de s'installer avec un petit cheptel en monotraite.** Au 1<sup>er</sup> janvier 2022, j'ai débuté mes activités avec un cheptel de 35 vaches laitières.

C'est toujours ce discours de « On a toujours fait comme ça alors tu ne peux pas le faire autrement ». **Passer en monotraite c'est ne pas respecter les prescriptions des techniciens, des coopératives, des parents, etc. Et quelque chose de plus insinué : la monotraite c'est travailler moins, et revendiquer de faire moins, c'est mal vu dans le monde agricole.** C'est contraire à une forme d'image, et une forme d'état d'esprit. La monotraite peut d'ailleurs faire peur à tes cédants. Les banquiers eux sont plus flexibles car ils se disent que si ça ne marche pas on pourra très bien recommencer à faire la traite le soir, c'est rassurant pour eux. L'économique m'a donné raison, il n'y avait pas de raisons de changer. Et par rapport à ce « mur de l'installation », je pense aussi que c'est **beaucoup plus vendeur pour un porteur de projet de s'installer sur une ferme dans ce modèle. La ferme que j'ai repris avait déjà désintensifié la production, mais pas désintensifié le travail.**

Avant mon installation, j'ai établi un prévisionnel où mon objectif est de produire 4 500 L par vache, soit 150 000 L de lait vendu par an. Ceci sur un prix du lait moyen de 550 € sachant que mes cédants étaient à 490 € avec peu de taux. Là-dessus, on a un système low cost : pâturage à bloc. Arrive le 26 février 2022 : guerre en Ukraine, GNR à 43 centimes le litre, à mon installation il passe à 1€20. Tout avait pris au moins 30 % de plus. **J'ai fait un prévisionnel catastrophique, où tout coutera plus cher et où les vaches produisent un tiers de moins.** C'est aussi à ce moment que la crise du lait bio a commencé, on n'avait même pas la plus-value. En plus de ça, 2022 c'est l'année de la sécheresse, plus d'herbe à partir du 15 mai, 42°C à Rostrenen. On a fait plus serein en année d'installation. Avec la sécheresse les vaches ont produit beaucoup moins que prévu, il y a eu des retards de paiement sur les MAEC et la PAC, tout en prenant en compte les aléas de l'exploitation, notamment un accident de travail. Et ce n'est pas pour autant que je suis parti en bitraite.

Avec tout ça, comment j'ai fait ? La première année je fais des prélèvements privés de 0, j'avais coffré avant, je voulais me faire de la trésorerie. Finalement, la reprise de la ferme a couté 20 % de plus que ce qui était prévu. J'ai donc prévu de quoi ne pas me prélever pendant 1 an pour renflouer ma trésorerie. **Pour le prélèvement de prêt annuel, j'avais demandé à être prélevé le 18 octobre, là où tombe les aides PAC. Ce qui m'a permis de ne pas avoir à faire de prêt pour les 10 premiers mois de l'année.** J'ai aussi appliqué des stratégies classiques : virement à 30 jours, etc. Pour le fermage, c'était entendu avec les propriétaires de les payer au 1<sup>er</sup> janvier, ce qui m'a encore fait gagner 6 mois de trésorerie.

**Je me suis retrouvé la première année à 136 346 L vendu, moins que prévu, et pourtant engendrant un EBE de 43 000 €, quand j'en avais prévu 45 000 €.** Sans compter qu'il y a des aides ou des revenus supplémentaires que tu ne touches pas la première année d'installation que les années d'après : entre autres, aides MAEC et vente de vaches réformées. En 2023, j'ai produit 132 000 L de lait, toujours en monotraite avec une transition vers un système en vêlage sur deux périodes (remplaçant un système en vêlages étagés), et malgré ça, j'ai fait 85 000 € d'EBE. **Vient l'année 2024, où la transition est aboutie : 91 000 € d'EBE. Cette augmentation s'explique par un système stabilisé, engendrant une meilleure production de lait.**

**En comparant les comptes de 2022 et 2023, on a observé que les charges de mécanisation s'écrasent complètement, un système herbager qui secale.** En 2022, je suis à un petit 40 % de part de pâturage et en 2023 73 % de part de pâturage. Si je n'avais pas fait cet écrasement de charges aussi important, cela aurait été compliqué. Ce qui va de pair avec la monotraite.

**En somme, le fait d'être en monotraite me permet d'être beaucoup plus autonome sur les travaux, je délègue que ce que je ne peux pas faire, le reste je le fais.** Si j'avais été en bitraite, j'aurais délégué beaucoup plus. Il m'aurait fallu l'équivalent d'un salarié à hauteur de 2 à 3 jours par semaine : 20 000€ par an, soit 40 000 L de lait. C'est la quantité de lait que je produirais en plus si je trayais deux fois par jour. Il faut aussi compter que la consommation d'électricité baisse en monotraite, la salle de traite ne tourne qu'une seule fois par jour. Enfin, la monotraite m'a permis d'augmenter la part de pâturage, entre autres par rapport aux déplacements supplémentaires nécessaires en bitraite.

Preuve que le modèle est encore résilient : je suis passé en GAEC avec une tiers suite à un an de parrainage sans augmentation du cheptel et sans passer en bitraite !



### La ferme en chiffres

- EN BREF**
- . SAU : 63,9 ha ; SFP : 57,9 ha de prairies
  - . UTH : 1
  - . 42 VL avec 4 nourrices en AB
  - . Herbe plat unique 75% de l'année
  - . Contexte humide (~1200mm par an)
  - . Surface accessible : 63 ares / VL
  - . Lait produit : 132 000 L ; taux moyen TB TP à 46-35 ; 13-14L par jour / VL
  - . VA/PA : 57 %
  - . RC / UTHF : 71 125 €
  - . Coût alim : 51 €/1000Lprod
  - . 3 561 Lvendus/VL

## L'illusion volumique

“ Les années, les décennies se succèdent et inexorablement deux courbes s'entrecroisent dangereusement en suivant des directions opposées. La première, celle du nombre de fermes laitières hexagonales, en diminution de plus de 30 % de 2010 à 2020 (source Agreste – Ministère de l'Agriculture) et la seconde, inversement proportionnelle, illustrée dans ce référentiel à savoir, celle du capital de ces mêmes fermes avec plus de 48 % d'augmentation entre 2013 et 2023 (page 12). La productivité économique du travail agricole croît conséquemment sous l'effet conjugué des gains de rendements obtenus par l'intensification et de la hausse des volumes par travailleur (surfaces, animaux, références laitières). Nous ne sommes clairement pas sur un registre de sobriété ni même du discernement mesuré !

Comme un prérequis implacable, sans même évoquer le facteur prix, la voie du « toujours plus » par « unité de travail humain » qui se concrétise par la quête obstinée de volumes supplémentaires serait la réponse idoine à tous les maux, le remède aux velléités tant attendues de la rémunération des éleveuses et éleveurs et donc au « bonheur » de ces derniers.

La compilation des données technico-économiques et financières traitées par le Réseau Civam, démontre qu'il n'y a pas de liens de causalité entre volume et revenu et qu'au contraire, accroître le premier accentue ces fameuses « vulnérabilités systémiques » entraînant ipso facto la dégradation du second. Excepté de rares cas, l'accroissement des biens et donc du capital, renforce les dépendances, les achats extérieurs, la « pression » sur le système, le poids de l'endettement jusqu'à la difficile mesure de la charge mentale.

Ce nouvel Observatoire Technico-économique des systèmes bovins laitiers évoque en filigrane que la voie d'une croissance plus organique (plus de pâturage, plus de haies bocagères et d'infrastructures agroécologiques, plus d'humus, plus de pollinisateurs, etc...) et plus humaine (entraide, échanges de groupe, bouts de champ, visites et formations, circuits de proximité, etc...) ouvre d'autres « champs du possible », plus en accord et en alliance avec les enjeux de déterminants du climat, de la préservation des écosystèmes, de l'emploi agricole, de la vie sociale dans le tissu rural...

**A l'heure où nombreux dans la filière et au-delà, nous invitent au « produire plus », sans doute serait-il temps d'écouter et de se pencher plus sérieusement sur celles et ceux qui prennent la voie du « produire plus sainement » ?**

Mickaël LEPAGE, Eleveur en Mayenne (53), et membre du réseau des Civam

### VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS ?



Contactez Alexine Woiltock  
[alexine.woiltock@civam.org](mailto:alexine.woiltock@civam.org)

**Rédaction :** Alexine Woiltock - Réseau Civam, Romain Dieulot - Réseau Civam, Félice Branger, Lisa Bernard, Samuel Perrin le Comité de Pilotage de l'Observatoire technico-économique.

**Sources vecteurs :** Freepik.com

**Mise en forme :** Alexine Woiltock et Aurore Puel, Réseau Civam

**Imprimerie :** Le Galliard (35) - Cesson-Sévigné

**Date de publication :** Octobre 2025





Crédits photos : Adage 35

**Réseau Civam**  
Pôle Agriculture Durable Grand Ouest  
17 rue du Bas village - CS 37725  
35 577 Cesson-Sévigné cedex  
02.99.77.39.21

[www.civam.org](http://www.civam.org)